

**Quelle croissance ?
Quel développement ?**

Pour quelle promesse ?

*Antenne de Pastorale Economique & Sociale
Diocèse de SAINT BRIEUC et TREGUIER
Décembre 2006*

PREFACE

Les notions de *croissance* et de *développement*, nous les retrouvons au cœur de tous les débats et de toutes les analyses des politiques et des économistes. Beaucoup confondent souvent ces deux réalités. Elles sont l'objet de toute l'attention de celles et ceux qui scrutent l'évolution du commerce et des échanges internationaux. Si beaucoup conviennent que la croissance et le développement sont nécessaires pour le progrès de l'humanité, les points de divergences sont grands sur la finalité, les moyens, la répartition de cette croissance. La vraie question ne serait-elle pas celle-ci : la croissance est-elle réellement au service de l'homme ? Permet-elle à chacun et à toutes les communautés de croître en humanité ?

C'est la question que je portais et qui me conduisit, à l'automne 2004, à demander à l'*Antenne Pastorale Economique et Sociale du diocèse de Saint-Brieuc et Tréguier* (APES) de travailler cette question et de proposer à toutes celles et ceux, portant comme moi cette préoccupation, d'y réfléchir ensemble.

Vous avez maintenant entre vos mains un document de trente pages qui vous permettra d'accomplir un premier chemin, personnellement ou avec un groupe de travail. Il vous éveillera sur cette importante question et vous invitera, je l'espère, à aller plus loin encore dans votre recherche et votre compréhension du développement. Vous aurez alors à votre disposition un document de référence de 130 pages qui élargira davantage encore vos horizons.

Je souhaite vraiment que beaucoup s'emparent de cette importante question. Notre monde est affronté aujourd'hui à de très grands défis. Il doit les regarder bien en face. Il devra les relever si nous voulons laisser aux générations à venir une terre sur laquelle elles pourront vivre. Il y a grande urgence à nous interroger et à nous demander en vérité si les modes de vie qui sont les nôtres aujourd'hui sont durables, s'ils n'entravent pas lourdement l'avenir de notre planète terre.

Les chrétiens ont une importante responsabilité dans ce domaine. Le grand message biblique, évangélique, nous invite à vivre dans l'amour et le respect de chaque personne et de toutes les collectivités. La création remise entre nos mains est capable de faire vivre dignement encore plus d'humains qu'aujourd'hui à la condition impérative que nous produisions et répartissions ces biens de manière équitable et solidaire.

Puisse ces dossiers produits par l'APES vous aider à réfléchir et, si nécessaire, à vivre les conversions qui s'imposeront même si elles demandent d'importantes transformations de nos comportements.

+ Lucien FRUCHAUD
Evêque de Saint-Brieuc et Tréguier

INTRODUCTION

LA CROISSANCE, POUR QUOI FAIRE ?

Devant ce thème demandé par notre évêque, nous avons été saisis par l'ampleur et la complexité de la question posée : elle se situe au carrefour de multiples interrogations contemporaines ; elle ne se traite pas par une seule explication ni une seule politique ; elle relève d'approches multidisciplinaires, se joue à plusieurs niveaux, mais appelle toujours une démarche globale.

Nous avons été d'emblée confrontés à la confusion entre croissance et développement dans l'usage courant : on parle **croissance** en pensant développement. L'économie industrielle naissante a emprunté à la biologie le terme de croissance, pour désigner l'accroissement des richesses matérielles produites, échangées, consommées, avant de réduire encore plus cette croissance à son expression quantifiée : l'évolution du produit intérieur brut (PIB) par habitant ¹. Cette définition s'est révélée trop restrictive pour rendre compte de toute l'activité humaine, de la capacité créatrice des hommes et pour intégrer l'ensemble des besoins à satisfaire. D'autres indices sont venus s'agréger au PIB, qui demeure le socle d'évaluation et de comparaison de la croissance dans chaque pays et entre les pays.

Le **développement** est un terme, un regard plus récent encore. L'émergence du Tiers Monde (Bandung 1955), l'accès à l'indépendance politique d'anciennes colonies, les écarts que la modernisation technique et économique creuse entre les différents pays, la menace de l'empire soviétique ont conduit l'Occident à approfondir le développement comme mode d'évolution à analyser et comme projet à entreprendre. De là, dans les années 1955-1960, plusieurs théories et modèles de développement global et finalisé, intégrant la croissance tout en la dépassant ; les uns s'inspirent de l'humanisme chrétien, les autres du Marxisme en pleine vogue. Les organisations internationales conçoivent des politiques de développement pour favoriser le rattrapage et l'intégration des nouvelles nations au système occidental dominant ; dans les Etats, des politiques de redistribution sociale et d'aménagement de territoires s'emploient à corriger les écarts et les inégalités résultant de la croissance.

A partir des années 1980 et surtout 1990, le développement de la pensée et des politiques libérales s'appuie sur le relatif échec des « décennies du développement » et sur l'effondrement du rival soviétique : la libre circulation des capitaux à la recherche de leur profit maximal et rapide peut entraîner une croissance généralisée, d'où résultera le développement du bien être. Mais ce nouveau modèle révèle rapidement ses carences, ses démesures et ses impasses, en tous les domaines : environnement, cohésion sociale et culturelle, grands équilibres économiques et géo-politiques. De là les multiples débats à tous les niveaux : dans les instances politiques et surtout financières où se joue la mondialisation, dans les décisions et les indécisions de nos Etats et jusque dans nos choix quotidiens.

¹ On utilise plutôt le PIB = valeur totale des biens et services produits pendant une période déterminée par les acteurs situés sur le territoire national, qu'ils soient nationaux ou étrangers, alors que le PNB (produit national brut) désigne la valeur ajoutée produite par les nationaux d'un pays, quel que soit leur lieu de résidence.

Avant d'entrer dans cette immense interrogation collective, il nous paraît nécessaire de revenir aux clarifications qu'apportaient vers 1960 les pionniers du développement :

Croissance : l'augmentation effective de la masse des biens et services mis à la disposition de la population et la transformation correspondante de l'activité économique. L'évolution du PIB en est la mesure principale, appelant d'autres indices. La croissance s'apprécie en longue période, tandis que l'expansion est conjoncturelle.

Développement : ensemble des transformations dans les structures économiques, sociales, mentales, institutionnelles, idéologiques d'une société, sous l'impact principal de la modernisation et de la croissance, en vue d'un accomplissement humain intégral.

Progrès : marche vers un plus être ensemble par l'amélioration d'un mieux être. Nous partageons cette conception humaniste du développement : « un *processus de valorisation humaine des personnes et des sociétés qui, à travers l'amélioration des conditions matérielles d'existence, permet un épanouissement de l'être individuel et collectif. Processus d'accomplissement humain intégral, il est une avancée progressive vers une meilleure humanité* » (A. Barrère).

Ces définitions préalables proposées, voici quelques questions essentielles que nous soumettons pour entrer dans le débat contemporain :

Dans la grande histoire de l'humanité, la croissance et plus encore le développement sont des phénomènes très récents : sont-ils appelés à durer, à se généraliser à l'ensemble de la planète ?

Les explications scientifiques et les courants de pensée les plus contemporains proposent plusieurs orientations radicales ou modérées, allant de la croissance à tout prix à la décroissance générale, en passant par le développement durable aux multiples usages : qu'en retenir d'essentiel pour l'organisation du monde et pour notre existence quotidienne ?

L'humanité est affrontée à des défis vitaux : sur quelles valeurs, quels repères éthiques fonder une nouvelle avancée d'humanité ?

Au cœur de ce monde en genèse, les chrétiens sont interpellés dans leur foi : comment une relecture de la Bible, de la Tradition chrétienne, des apports les plus récents de l'Eglise peut-elle apporter lumière et force à cette « *refondation du monde* » ?

Ce texte se situe dans une démarche.
Il est le résumé d'un document de référence (130 pages)
disponible sous forme de CD Rom à l'**APES**

Maison du diocèse
7, rue Jules Verne 22000 Saint Brieuc
Tel. 02 96 68 13 40
e-mail : apes22@orange.fr

1 - Les apports de l'Histoire

Il faut le recul de l'Histoire pour saisir les ressorts et les enjeux actuels de la croissance et du développement. D'un survol très rapide, trois éléments se dégagent :

Croissance et développement sont des phénomènes limités dans le temps et dans l'espace de l'humanité : la croissance a deux siècles, le développement à peine un demi-siècle. Les progrès de la science, l'émergence du capitalisme, la forte croissance démographique européenne, l'affirmation des idées démocratiques ont justifié la nécessité de produire biens et services au profit du plus grand nombre. Ce mouvement est né en Angleterre, s'est étendu en Occident avec la révolution industrielle, gagne les pays émergents, s'exprime maintenant par une économie de services et de spéculation sans frontières. La moitié de l'humanité en bénéficie à des degrés divers, l'autre moitié la subit, est tenue à l'écart ou en réserve. Cette mutation accélérée peut-elle être poursuivie durablement et être étendue au bénéfice de l'ensemble de la Planète ?

Durant des siècles, l'évolution et le fonctionnement des systèmes socio-économiques relevaient d'un système global indifférencié où prédominaient les facteurs politiques, sociaux et religieux dans une logique de subsistance : la formation et les relations des empires, des religions et des systèmes de pensée ont agi d'abord en Asie, en Afrique (Egypte), plus tard en Europe. Progressivement, avec la pensée libérale et la révolution industrielle, l'économie tend à se « *désencastrer* » de l'ensemble, à se concevoir de manière autonome et à imposer la valeur marchande comme la mesure de tout. A son tour, depuis peu, la logique financière spéculative tend à s'autonomiser dans le système économique, en faisant du retour rapide sur investissement la règle supérieure de tout. Comment réintégrer la finance dans l'économie et l'économie dans un système global qui reste à définir et à construire, pour assurer « *le développement de tout l'homme et de tous les hommes* » ?

Longtemps, l'évolution socio-économique s'est opérée à l'échelon local-régional ; avec la montée des Etats-nations, elle s'est organisée au plan national ; avec la mondialisation actuelle, elle n'a d'autres frontières et repères que les flux et les réseaux financiers. Ce nivellement mondial est-il inévitable ? Dans une conception démocratique, comment articuler le développement local-régional, les régulations nationales, l'organisation internationale ?

Quelques repères historiques

1 - Des origines au 18^{ème} siècle, un monde en survie, où croissance économique et croissance démographique se conditionnent, se neutralisent le plus souvent, où les innovations sont conditionnées par les relations politiques et les systèmes de croyances.

2 - En Europe depuis 1750, puis dans le monde jusqu'en 1940, une explosion démographique et une révolution industrielle qui transforment la vie occidentale selon le modèle libéral.

3 - De 1945 à 1972, des économies encadrées par des Etats nationaux assurent la croissance illimitée des Trente glorieuses, dans un contexte de guerre froide et d'émergence du Tiers Monde. Depuis 1973, on passe d'une logique industrielle régulée par les Etats à une logique mondiale de la spéculation financière qui peut se déployer sans rival depuis 1990.

4 - En 50 ans, la France est passée d'un régime protectionniste à une économie intégrée dans l'espace européen et de plus en plus mondial, dans un affaiblissement du pouvoir et du débat politiques.

5 - La Bretagne s'est intégrée rapidement depuis 1950 dans cette évolution en construisant, par ses activités et ses territoires, un modèle de développement relativement endogène, maintenant affronté aux mutations technologiques et aux turbulences de la compétition mondiale.

Au terme de cette évolution :

La population mondiale est passée de 2.400 Millions en 1950 à 6.500 Millions en 2005, la croissance économique de 4.000 à 31.920 milliards de dollars de 1973 à 2000, soit une croissance globalement soutenue mais mal répartie :

Les pays industrialisés en économie de marché (20 % de la population mondiale, 55 % du PIB mondial), marqués par une croissance ralentie autour de 3 %, par la diminution des ressources et par le danger de leurs rejets

Les pays intermédiaires : les pays en transition vers le marché (ex URSS) et les pays émergents , en particulier la Chine, l'Inde, le Brésil, dont la croissance dépasse les 8 %

Les pays en développement, en particulier les 49 PMA (Pays les moins avancés), qui doivent compter sur l'aide internationale pour répondre à leur croissance démographique encore forte.

Entre tous, des écarts « *moralelement scandaleux, économiquement désastreux, socialement explosifs* ». (M. Camdessus)

Partout, l'économie financière pousse à l'effacement des frontières, là où les sociétés, les cultures revendiquent leurs différences, mêlant course et résistance au changement. Le passage d'un monde bipolaire (Est-Ouest) à un monde multipolaire en mal de gouvernance crée un climat général d'insécurité, un dégel des conflits régionaux, ethniques, religieux. Les USA ont assez de puissance technique et financière pour imposer leurs intérêts, mais pas assez d'autorité morale et de savoir-faire pour faire accepter leur « *pax americana* ». Les cinq grandes puissances de demain seraient dans l'ordre décroissant la Chine, les USA, l'Inde, le Japon et l'Union Européenne : quelles relations entre elles ? Comment cohabiteront demain les nations occidentales, les pays de l'Islam et les nouveaux géants de l'Asie ?

La Genèse relue par David Brower

Prenons les six journées de la Genèse comme image pour représenter ce qui, en fait, s'est passé en quatre milliards d'années. Une journée égale donc environ six cent soixante millions d'années. Notre planète est née le lundi à zéro heure. Lundi, mardi et mercredi jusqu'à midi, la Terre se forme. La vie commence mercredi à midi et se développe dans toute sa beauté organique pendant les trois jours suivants. Samedi à quatre heures de l'après-midi seulement, les grands reptiles apparaissent. Cinq heures plus tard, à neuf heures du soir, lorsque les séquoias sortent de terre, les reptiles disparaissent.

L'homme n'apparaît qu'à minuit moins trois minutes, le samedi soir. A un quart de seconde avant minuit, le Christ naît. A un quarantième de seconde avant minuit, commence la révolution industrielle. Il est maintenant minuit, samedi soir et nous sommes entourés de gens qui croient que ce qu'ils font depuis un quarantième de seconde peut durer indéfiniment.

Extrait de « Le Nouvel Observateur » Juin 1972

2 - Les explications de la croissance et du développement

S'il est relativement aisé d'identifier les principaux facteurs de croissance et ceux plus complexes du développement, il est plus difficile d'expliquer leur pondération, leurs articulations en systèmes productifs et la répartition de leurs résultats.

21 - La pensée libérale et ses variantes

La science économique s'est développée au sein de la pensée libérale née de la Philosophie des Lumières (18^{ème} siècle). Tous les hommes naissent libres et égaux en droit, doivent pouvoir grandir et s'épanouir dans le respect des droits naturels à la vie, à la liberté, à la propriété, sans recourir à des principes moraux ou religieux relevant de la conscience individuelle. La raison humaine par elle-même peut découvrir et maîtriser les lois économiques, avec la même rigueur, la même efficacité et les mêmes limites que les lois physiques mettent à conquérir la nature, en vue de contribuer à l'amélioration de la condition humaine.

De cette source, découlent deux courants principaux :

Le Libéralisme classique englobe l'ensemble des activités, requiert l'intervention de l'Etat et de critères moraux pour faire triompher la raison garante de la liberté, pour assurer la justice, l'égalité et la paix sociales. L'Etat a pour rôle de protéger la liberté des individus et d'assurer l'intérêt général. Mais le marché, non contrarié dans son fonctionnement, reste le meilleur moyen d'assurer l'allocation optimale des ressources de la société.

Le Libéralisme actuel estime que l'économie de marché a en elle-même les ressorts de son fonctionnement, sans recourir aux interventions de l'Etat ou à d'autres références. Seule, la liberté d'entreprendre et d'échanger sans entrave, « *la main invisible du marché* », assure à terme liberté individuelle et intérêts généraux et peut répondre aux aspirations de l'humanité. Pour cela, les uns insistent sur la rigueur monétaire pour conduire les marchés (Ecole de Chicago), les autres sur l'ajustement des décisions de citoyens libres et égaux dans le respect des contrats conclus. (Ecole autrichienne)

22 - Les théories contemporaines de la croissance économique

Longtemps, tant que la croissance est demeurée faible et soumise à des crises cycliques, les théories de la **croissance exogène** ont privilégié les facteurs internes (capital, travail, progrès technique) tout en recourant à des facteurs externes (cadre institutionnel, échanges internationaux, climat social, valeurs et croyances). Pour relancer une croissance sans cesse ralentie par les rendements décroissants, on insistait sur l'innovation, le rôle de l'entrepreneur (Schumpeter), sur l'investissement, la pression de la demande sociale et de l'intervention publique pour parvenir à une croissance équilibrée assurant le plein emploi (Keynes). Durant la période de croissance forte et régulière, le modèle de Solow insiste sur la flexibilité des combinaisons de facteurs de production s'adaptant aux situations. Quant à Marx, il dénonce l'extorsion de la plus-value du travail et l'accumulation du capital, ce qui entraîne le conflit historique entre capital et travail, le renversement du pouvoir du capital par celui du prolétariat, jusqu'à l'avènement de la société sans classe dans le partage des fruits d'une croissance indéfinie.

A l'inverse, les théories de la **croissance endogène** situent l'origine et le fonctionnement de la croissance dans la seule économie. En longue période, une croissance

équilibrée est possible : elle dépend du stock de capital disponible, du progrès technique (c'est-à-dire diffusion des connaissances, recherche-développement, dépenses publiques pour les infrastructures) et de la quantité de travail présent. La croissance peut être optimale sans intervention extra-économique, le chômage et la sous-utilisation des facteurs de production relèvent de l'analyse conjoncturelle. Avec l'outil mathématique et surtout informatique, on multiplie les modèles, les simulations économétriques pour offrir de multiples combinaisons raffinées, qui peuvent satisfaire l'esprit, mais sont trop souvent déconnectées des grandes réalités et mutations actuelles, des préoccupations des acteurs de terrain.

A nouveau, devant les carences des théories endogènes, l'analyse économique s'ouvre à d'autres facteurs, en particulier la nécessité d'une régulation sociale, l'importance de cadres institutionnels pour établir et faire respecter les règles du jeu, une meilleure connaissance de la psychologie des acteurs et de leurs décisions.

23 - Les théories du développement et du sous-développement

Les théories et politiques du développement sont nées après 1945 de la prise de conscience internationale des disparités grandissantes entre Etats et de l'émergence politique de nouvelles nations, dans un contexte de guerre froide. Les pionniers des sciences du développement (Lewis, Hirschmann, Perroux-Lebret, Prébisch) ont d'emblée distingué la croissance, phénomène quantitatif relevant de l'analyse économique, et le développement, phénomène qualitatif et global ouvert à des approches pluridisciplinaires.

Plusieurs théories ont tenté d'expliquer le sous-développement et de dessiner des stratégies de développement équilibré :

Sous-développement = ensemble d'obstacles et de retards dans la diffusion irréversible du modèle occidental universalisable, appelant des aides, des transferts de technologie pour vaincre les résistances et combler les retards (Rostow).

Sous-développement = désarticulation des économies et des sociétés entre un secteur moderne tourné vers les échanges internationaux et un secteur traditionnel laissé à sa décomposition (Lewis). Le développement exige des pôles de croissance novateurs entraînant l'ensemble des activités et des territoires (Perroux-Lebret, Hirschmann) pour un développement équilibré et durable.

Sous-développement = domination des pays pauvres par les pays développés qui favorisent l'essor des activités correspondant à leurs intérêts, en demandant aux pays périphériques l'extraction de matières premières et la consommation de leurs produits importés élaborés. Pour les marxistes, théories de l'échange inégal (S. Amin) appelant un nouvel ordre mondial ; pour d'autres (Prébisch), théories de la dépendance à réduire par la substitution aux importations de produits nationaux protégés.

Sous développement = atteinte à l'environnement, aux ressources limitées et aux besoins essentiels appelant les agendas du développement durable.

Les sciences du développement s'ouvrent aux autres disciplines, en particulier à la géographie et à l'aménagement des territoires, à l'anthropologie et aux problèmes d'acculturation, aux sciences politiques et à la participation, parfois à l'éthique et aux sciences religieuses ... Une double lecture semble s'opérer :

une analyse gestionnaire, facilement technocratique, réduisant le développement aux programmes et aux procédures qui visent à réduire les résistances, les retards et à intégrer dans la modernité.

une conception plus large et participative, multipliant les analyses d'expériences de développement local dans la grande diversité des situations, sans qu'une théorie générale du développement apparaisse possible et même souhaitable.

Des indicateurs s'emploient à traduire en termes quantifiables, éligibles aux programmes internationaux, des perspectives plus ouvertes que le seul PIB ; en particulier l'indice de développement humain inclut :

le PIB par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat

l'espérance de vie à la naissance, indicateur de l'état sanitaire

l'indice de niveau d'instruction combinant à 2/3 le taux d'alphabétisation des adultes et à 1/3 le taux de scolarisation des enfants.

D'autres indices plus récents et plus complexes concernent la santé sociale, le bien-être, la sécurité, la pauvreté, « *l'empreinte écologique* ».

Toutes ces explications portent la marque de la pensée anglo-saxonne dominante, concernant le monde occidental et ses copies ; à quand des théories élaborées par des acteurs du Tiers Monde ?

24 - L'apport d'Amartya Sen

Au-delà des recherches d'experts occidentaux, la pensée d'Amartya Sen, indien consultant de la Banque Mondiale et prix Nobel d'économie, apporte un autre regard, nourri de longues observations des famines et des grandes misères, particulièrement en Asie. Pour lui, le but de l'économie et du développement n'est pas d'abord l'accumulation des richesses, mais la réduction des entraves qui réduisent le choix de chacun, l'empêchent de déployer ses capacités d'être et d'agir pour atteindre la vie qu'il souhaite. « *La liberté est la fin ultime du développement, mais aussi son moyen principal* ». Ce déploiement de libertés s'exprime par :

des libertés substantielles : se nourrir, être soigné et instruit, circuler, commercer, entreprendre

des libertés instrumentales : libertés politiques et droits civiques pour choisir ses gouvernants, s'exprimer, critiquer, s'informer ; facilités économiques d'utiliser les ressources pour consommer, produire et échanger ; facilités sociales pour l'éducation, la santé et ce qui augmente les libertés substantielles ; garantie de transparence pour assurer la confiance nécessaire dans les relations sociales ; sécurité protectrice pour la population la plus vulnérable. Quant à la pauvreté, elle n'est pas une simple faiblesse de revenu, mais la privation des capacités élémentaires de vivre sa vie et d'améliorer les choix possibles pour y parvenir. Les facteurs essentiels du développement sont la liberté du marché selon des règles convenues, la démocratie assurant l'équilibre entre les dirigeants et les acteurs de la société civile, la culture et les droits de l'homme, les choix et les engagements sociaux autour de valeurs de consensus, le sens des responsabilités à partir de la formation.

Ces facteurs et ces libertés sont à développer dans la diversité des cultures et des civilisations. Il n'y a pas une civilisation dominante qui puisse être universelle : « *dans chaque civilisation et à toutes les époques, il y a des défenseurs de libertés* ».

25 - L'apport d'Edgar Morin

Cette conception est à rapprocher de la pensée et de la méthode d'Edgar Morin qui fixe au développement deux finalités :

préserver tous les acquis, les diversités culturelles et naturelles des civilisations au cours des âges ;

assurer la poursuite consciente de l'humanisation conçue comme « *le développement de nos potentialités psychiques, spirituelles, éthiques, culturelles et sociales ... ; les autonomies individuelles et en même temps l'accroissement des participations communautaires depuis les participations de proximité jusqu'aux participations planétaires* ».

Seule une pensée globale et contextualisée permet de saisir le développement en tous ses aspects et d'induire à tous les niveaux une stratégie alliant le sectoriel et le global, le local et le planétaire, la gestion du court terme et la projection dans le long terme, sur un chemin non balisé et bordé d'incertitudes, dans un « *pari vers un monde meilleur possible sans rêver du meilleur des mondes* ».

3 - Croissance et développement en débat

Quel contraste entre les analyses savantes du fonctionnement du système occidental et les remises en cause d'un système ébranlé en ses fondements, menacé en ses ressources et ses rejets, impuissant à tenir ses promesses de durée et d'universalisation ! L'épuisement accéléré du stock des énergies possibles, les difficultés d'accès à l'eau potable, les graves atteintes à l'environnement, les déceptions et les dérives du développement occidental, les écarts insoutenables qu'il creuse à tous les niveaux, soulèvent dans l'opinion des questions fondamentales : notre développement occidental libéral peut-il encore être traité, amendé ? Sinon, par quoi le remplacer ? De manière schématique, les critiques, les questions, les orientations qui nourrissent le débat contemporain peuvent s'organiser en trois courants principaux, ayant chacun leur vision radicale et leurs solutions modérées. On les accueillera pour les questions qu'ils soulèvent.

31 - Décroissance systématique ou décélération sélective ?

Précédés en 1971 par la publication des travaux du Club de Rome « *Halte à la croissance* », de plusieurs critiques de « *l'idole technologique* » et de l'invasion des technostructures, plusieurs théoriciens en viennent à remettre en cause le système occidental, qui n'est dans l'Histoire qu'un mode d'échanges parmi d'autres, qu'une croyance que l'Occident a voulu imposer à l'ensemble des continents et qui démontre aussi ses limites et ses ravages. L'économie n'échappe pas à la loi universelle de l'entropie, de la dégradation progressive d'énergies globalement limitées : la décroissance n'est pas un choix mais une loi naturelle à laquelle s'adapter : « *Il ne s'agit pas de ralentir le rythme de la croissance ni même de l'arrêter, mais de changer carrément de direction* » (S. Latouche). Il faut « *décoloniser l'imaginaire* », renoncer au toujours plus pour le vivre autrement, plus librement, avec plus de liens et moins de biens. Les idées généreuses ne manquent pas : vivre autrement l'instant présent au lieu de rêver d'un univers radieux mais inaccessible ; remplacer le monopole de la civilisation occidentale par l'échange entre les cultures productrices de sens ; passer de la dépendance mondiale à l'interdépendance partagée, au développement solidaire et à la démocratie locale ; retrouver une « *sobriété heureuse, une simplicité volontaire* » (P. Rabhi) qui privilégie les liens relationnels, le temps de vivre ensemble, les renouvellements culturels et spirituels donnant sa pleine dimension à chaque être humain, à chaque peuple.

D'autres (ex. ATTAC) refusent une décroissance aussi radicale et universelle, mais également les quelques réformes d'un développement durable ambiguë. Il faut repenser, requalifier le développement dans un projet global, écologique, social, démocratique fondé sur :

la priorité aux besoins essentiels, physiques et sociaux, aux droits humains universels indivisibles

une décélération progressive et raisonnée de la croissance matérielle des pays riches, pour permettre un développement différencié des pays sous-développés. Chaque peuple a droit à un temps de croissance pour répondre à ses besoins fondamentaux

une nouvelle conception de la richesse qui réhabilite la valeur d'usage, la place du don, le sens de la gratuité.

32 - Spéculation financière ou nouvelle croissance ?

Il ne sert à rien de rêver ou de gémir : une croissance forte et continue est le seul moyen de produire et de répandre la richesse, de réduire les inégalités et les poches de pauvreté, d'assurer la protection et la promotion sociales, de permettre un développement généralisé.

Une position radicale, la croissance à tout prix : faire de la planète Terre un unique et immense marché sans frontières, sans autre règle que le retour sur investissement le plus élevé (15 %) et le plus rapide possible (comptes trimestriels). Les autres systèmes ayant échoué, le credo libéral s'affiche avec force : la recherche par chacun de son intérêt assure à tous à terme le bien-être de l'humanité, grâce au marché, à la concurrence totale. Le système économique doit se réguler par lui-même, l'Etat se limiter à ses fonctions régaliennes, la société aux consultations formelles et médiatisées de la démocratie représentative. En réalité, l'épargne de 300 millions d'actionnaires est confiée à quelques dizaines de milliers d'entreprises cotées en bourse, alors que 90 % de la population ne se considère pas responsable de l'emploi de l'argent qu'elle confie aux banques. Ces capitaux flottants, qui s'engagent et se désengagent à travers le monde, cassent les dynamismes économiques, les entreprises qui ont besoin de temps, de stabilité et de confiance pour grandir. Une telle frénésie spéculative est suicidaire pour tous.

Une nouvelle croissance pour la France (Rapport Camdessus) : La France a un urgent besoin de relancer une croissance libérale adaptée à son époque, pour résorber l'ampleur du chômage et de la pauvreté, combler les retards qu'elle prend en vivant de l'héritage de ses réussites passées, en faisant du neuf avec du vieux. Quatre réformes essentielles sont avancées, complétées par une meilleure régulation de l'Etat et l'amélioration du débat social :

miser sur une économie de la connaissance, selon la stratégie européenne convenue au Sommet de Lisbonne en 2001 : développer la formation à tous les niveaux, mais avant tout l'enseignement supérieur, en donnant plus d'initiatives aux universités pour libérer les énergies créatrices ; renforcer les NTIC², la recherche et l'innovation, la formation continue ; créer des synergies de proximité entre unités de recherche publique et privée, enseignement supérieur et réseaux d'entreprises innovantes autour de pôles de compétitivité internationale ; s'en sortir par le haut dans la compétition mondiale, par des produits de haute technologie à forte valeur ajoutée.

préférer l'emploi à l'assistance, en intégrant mieux les jeunes par des emplois qualifiants, en favorisant une activité adaptée des seniors valorisant leur expérience, en protégeant plus les personnes que les emplois.

rendre plus efficace le marché des biens et des services en allégeant les réglementations qui protègent les situations acquises au détriment de la justice sociale, en produisant l'autonomie et la concurrence.

rendre l'Etat plus « agile » en réduisant les dépenses publiques, en aménageant le système fiscal, en donnant plus de responsabilité aux Régions dans l'orchestration des initiatives économiques.

En tout cela, l'Europe est l'espace de notre croissance, capable de peser sur les marchés mondiaux et de faire progresser une gouvernance mondiale.

33 - Protection de l'environnement ou développement durable ?

« *Le développement durable (ou soutenable) est un développement qui correspond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* » : une définition officielle, généreuse, mais disponible pour tous les usages et récupérations. Les Occidentaux en ont une conception restrictive, limitée à la protection de

² NTIC (Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication)

l'environnement compatible avec la poursuite de leur croissance ; les pays en développement luttent pour une conception élargie qui privilégie le progrès social, la réduction de la pauvreté et des inégalités, avec la croissance économique nécessaire, une meilleure répartition des richesses, dans le respect des équilibres fondamentaux.

De l'écologie aux politiques de développement durable

Jusqu'en 1970, l'écologie est une affaire de spécialistes luttant pour préserver des espèces naturelles menacées et des premières réflexions sur l'« *éco développement* ». Ce sont les catastrophes écologiques et les conférences internationales qui introduisent l'environnement dans les débats de société : Club de Rome et Conférence de Stockholm en 1972, Rapport Brundtland qui officialise le développement durable en 1987. A côté de multiples conventions spécialisées, des politiques internationales se mettent en place, qui tardent à se concrétiser dans les politiques nationales et dans des résultats effectifs :

avant tout, le Sommet de la Terre à Rio en 1992 affirme les grands principes de la responsabilité environnementale et lance à tous les niveaux les agendas 21 pour promouvoir une centaine d'actions durant le XXI^{ème} siècle.

de 1992 à 2002, plusieurs conférences de l'ONU élargissent le champ du développement durable : les droits de l'homme, à Vienne en 1993 ; la population et le développement, au Caire en 1994 ; l'alimentation et l'éradication de la faim, à Rome en 1994 ; la lutte contre la pauvreté et pour le développement social, à Copenhague en 1995 ; la promotion de la femme dans le développement, à Pékin en 1995 ; l'habitat et les villes, à Istanbul en 1996 ; en 1997, le Protocole de Kyoto demande à réduire les gaz à effet de serre de -5,2 % entre 2008 et 2012 et instaure des permis d'émission pouvant être négociés, mais attendra 2005 pour entrer en application.

en 2002, le Sommet de Johannesburg constate le fossé entre les déclarations officielles, les engagements pris et les moyens financiers affectés. Les priorités du développement durable rejoignent les grands objectifs du Millénaire (New York 2001) : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire complète pour tous les garçons et les filles, promouvoir l'égalité des sexes, combattre le sida et les pandémies, assurer à tous un environnement stable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Les rapports récents de l'ONU montrent qu'un siècle et demi sera nécessaire pour atteindre les objectifs fixés pour 2015.

Comment articuler les « 3 piliers du développement durable » ?

Protection de l'environnement : protéger l'air contre les pollutions, le réchauffement climatique ; préserver la diversité biologique des espèces et le partage équitable des ressources génétiques ; assurer l'accès à l'eau potable et son traitement, la préservation des sols et des fonds marins ; la résorption des déchets, la lutte contre la désertification et la déforestation

Concilier économie et environnement : mieux connaître et intégrer le capital naturel dans le développement économique ; renforcer dans les entreprises l'écologie industrielle qui intègre les ressources et les limites de chaque écosystème

Elargir le progrès social en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales à tous les niveaux (cf. ci-dessus objectifs du Millénaire), mieux connaître les indices de développement humain. En 2001, on évaluait à 50/60 milliards de dollars supplémentaires par an l'aide publique nécessaire pour atteindre ces objectifs ; à comparer avec les 2000 milliards de transactions financières quotidiennes, avec les 500 milliards investis chaque année dans la publicité et la communication.

4 - Croissance, développement et enjeux éthiques

Plus que jamais, l'humanité fait actuellement l'expérience de sa puissance et de ses fragilités, de ses performances et de ses doutes. Elle est confrontée à des défis d'une ampleur exceptionnelle qui hypothèquent la paix internationale, la poursuite du progrès et menacent sa propre survie. Or, elle vit cette étape critique entre le crépuscule de systèmes de valeurs apparemment périmées et l'aurore d'un bouillonnement de modes et d'offres nouvelles qui n'ont pas encore fait leurs preuves. Où trouver les critères pour discerner le souhaitable, pour s'engager résolument dans les chemins possibles afin d'y parvenir ?

Dans cette quête éthique, une distinction s'impose entre pays occidentaux développés et pays en développement venant d'autres cultures. Les pays développés sont les bénéficiaires de plusieurs héritages (gréco-romain, judéo-chrétien, Siècle des Lumières), d'un long parcours où ils ont assimilé les fondamentaux du vivre et se développer ensemble : le sens de la personne et du bien commun, les droits humains et l'Etat de droit, la pratique de la démocratie, la gestion de l'économie et du changement social. Autant d'éléments essentiels intégrés implicitement, autant d'éléments que doivent découvrir et expliciter à leur tour et selon leur culture des pays venant d'autres horizons et habités par d'autres références. Le modèle occidental ne peut plus se présenter comme le seul modèle. Comment faire émerger une éthique à vocation universelle dans le dialogue des civilisations ? A quel rythme ?

41 - Les rapports entre économie et éthique

L'héritage occidental distingue, mais ne peut séparer économie et éthique. Aristote subordonnait déjà l'économie, science de la richesse, à la politique dont le but est de parvenir au bien de la cité. Toute la Bible et la Tradition chrétienne à sa suite relient la production et l'usage des richesses à des préoccupations morales et religieuses, aux besoins des hommes, en particulier des pauvres, et à la primauté des biens spirituels. Les fondateurs de l'économie libérale avaient de hautes préoccupations morales. Quand la science économique se veut rigoureuse et neutre, elle ne parvient pas à évacuer totalement les questionnements éthiques. Même les économistes les plus rigoureux ont des jugements de valeur implicite, des règles de justice sociale qu'ils ne peuvent ignorer, des modèles de société à proposer. Les décideurs économiques récusent la morale et ses jugements, mais appellent la réflexion éthique et ses questions.

Cette référence se précise quand on passe de la croissance au développement et au développement durable : il faut privilégier les aspects qualitatifs, s'ouvrir à l'éthique et au politique. On s'interroge sur les limites et les méfaits écologiques et humains d'une croissance livrée à elle-même. Les premiers travaux d'éco développement, le rapport Brundtland (1987), le Sommet de Rio (1992) et les agendas 21 établissent les voies et moyens du développement durable, qui ouvre de nouvelles réflexions éthiques sur le vivre ensemble, surtout en Occident.

42 - Nouvelles approches du vivre ensemble

Les interrogations contemporaines sur les limites et dangers de la croissance et les perspectives ouvertes par le développement durable amènent à s'interroger sur les nouvelles représentations et les nouvelles responsabilités du vivre ensemble.

Nouvelles représentations du vivre ensemble, du rapport à la nature, au temps et à l'espace

rapport à la **nature** : jadis mère qui donne la vie ou marâtre qui l'enlève, la Terre a été désacralisée par la modernité, est devenue un objet de production, avant de retrouver maintenant respect et dignité, au risque d'être à nouveau sacralisée. Comment concilier le respect de la nature et l'activité créatrice de l'homme gestionnaire de cette nature ?

rapport au **temps**, à l'avenir : comment être responsable à l'égard des générations présentes et des générations futures ? Comment concilier le temps long des sociétés traditionnelles et le temps stressant de l'économie libérale, le temps de la rationalité instrumentale des programmes et celui de la rationalité symbolique productrice de sens dans la diversité des vécus ?

rapport à l'**espace** : avec l'univers des TIC³, le lointain devient proche, le global conditionne le local et l'universel pénètre le particulier. Comment se situer dans cet enchevêtrement ? On sait gérer le local, mais les décisions majeures viennent d'un lointain inaccessible. Le principe de subsidiarité permet de discerner les niveaux pertinents et significatifs pour les citoyens, dans une démarche ascendante de la société civile. Comment concilier la mobilité très forte des individus et les coûts et conséquences pour l'environnement ?

Nouvelles responsabilités dans le vivre ensemble

une organisation sociale pour articuler responsabilité individuelle et responsabilité collective, pour permettre l'expression des besoins, la gestion des ressources humaines et naturelles par l'ensemble des acteurs. Il faut aller vers une gouvernance mondiale efficace et représentative, la reconstruction de biens publics mondiaux s'appuyant sur une réflexion éthique et démocratique.

un nouveau rapport à la norme à mettre en place, en dépassant l'aspect juridique des règles et des sanctions pour la protection de l'environnement, mais aussi les dérives sacralisantes de l'écologie profonde. Cela apporte un changement de regard sur l'activité humaine : savoir concilier vie active et vie contemplative (Hannah Arendt), temps de travail productif et temps de repos, de ressourcement et de louange.

un projet de développement qui concilie croissance économique et environnement, récuse la décroissance comme solution, dépasse l'opposition entre des modèles absolus et globaux, pour construire une « *nouvelle Alliance* » entre des acteurs différents associés à un même projet, qui se construit dans la marche et le renouvellement permanent.

la lutte contre les pauvretés, qui ne s'apprécie pas seulement en terme de PIB, doit rendre accessibles les biens essentiels et réduire les exclusions, en associant les populations fragiles à l'expression de leurs besoins et à la réalisation des projets de leur propre développement.

Le développement durable conduit à une attitude de conversion, à la remise en question des modes de vie et des figures de bonheur.

43 - L'apport d'Amartya Sen (cf. 24)

Amartya Sen a un tout autre itinéraire : il part des grandes pauvretés et des violations des droits élémentaires, des atteintes à l'environnement et des fragilités du modèle occidental pour préciser les conditions d'un juste développement, redéfini en ses valeurs fondamentales. Le développement consiste donc à combattre tout ce qui empêche les capacités, les libertés de chacun à se déployer pour diriger sa vie comme il l'entend, en accord avec les valeurs qu'il respecte et compte tenu des conditions de vie dans lesquelles il évolue. Cet usage de la liberté s'exerce par la médiation de valeurs sociales, d'institutions publiques ou privées permettant de considérer les personnes comme des acteurs à part entière. C'est à

³ TIC (Techniques de l'Information et de la Communication)

l'aune du respect des libertés substantielles (libertés politiques, ouvertures économiques, opportunités sociales, garanties de transparence, sécurité protectrice) que s'apprécie le degré de développement d'une société.

La démocratie est le bien fondamental de tout peuple, quel que soit son niveau de revenu : elle assure une formation de sécurité protectrice, crée un équilibre entre le rôle du gouvernement, des institutions sociales et politiques et le fonctionnement du marché ; elle permet la pleine et entière participation des femmes dans les domaines politique, économique et social ; elle respecte l'individu dans sa culture ; elle évite les famines qui sévissent dans les régimes autoritaires. Pour exercer les choix individuels, on a besoin d'un cadre d'évaluation appropriée, de formation et d'informations, d'institutions et de normes de comportement, de valeurs sociales partagées par le débat démocratique. Promotion des libertés individuelles et engagement social volontaire sont nécessaires pour promouvoir le développement.

44 - Développement global et civilisations

L'éclairage d'Amartya Sen actualise des orientations que donnait déjà le Père Lebret au début des années 1960. Un développement authentique met en œuvre plusieurs composantes :

une composante économique : la création de richesses et l'amélioration équitablement répartie des conditions de vie

une composante sociale mesurant le bien être par des indicateurs de santé, d'éducation, d'habitat et d'emploi

une composante politique appréciant l'existence réelle des droits humains, de la liberté politique, du droit de vote et de l'exercice de la démocratie

une composante culturelle afin d'assurer le respect des cultures qui façonnent l'identité et la confiance en soi des personnes

une composante spirituelle se référant aux systèmes de pensée et aux croyances.

Longtemps, le Père Lebret a élaboré sa démarche du développement global et équilibré en se référant aux principes et aux valeurs de la civilisation occidentale chrétienne conçue comme la civilisation. Son engagement dans l'élaboration de plans nationaux et ses contacts approfondis avec de grands leaders musulmans, en particulier au Sénégal et au Liban, le conduisent à fonder à Beyrouth en 1962 une mission d'étude sur « *valeurs et civilisations* » en vue d'une « *éthique du développement* » : analyser du dedans les valeurs vécues par chacun, leur cohérence et leurs références ; critiquer et comparer ces valeurs ; faire émerger « *les valeurs communes à promouvoir, les valeurs particulières à respecter, la civilisation solidaire à instaurer* ». On fonderait ainsi une éthique du développement, un droit international du développement porté par l'ONU, à qui il propose une audacieuse réforme des objectifs et des statuts. « *L'humanisation du développement à l'échelle du monde est l'œuvre la plus gigantesque qu'ait jamais eu à accomplir l'humanité* ».

Que l'on se situe au niveau planétaire, aux échelons intermédiaires ou au plan personnel, c'est bien de conversion qu'il s'agit, si l'on veut relever les défis qui se lèvent : passer d'une logique de l'avoir et du pouvoir à une logique de l'être ensemble et de partage du sens. Qu'allons-nous faire de la planète ? Qu'allons-nous faire de notre espèce ? Qu'allons-nous faire de notre vie ? « *L'art de vivre, la capacité à surmonter la peur, le développement de logiques de coopération constituent les axes majeurs d'un projet politique pour le siècle, un projet qui prend la forme d'une vision et d'une stratégie positive de la mondialité* » (P. Viveret).

5 - Croissance et développement au regard de la foi

Quand les groupes humains sont confrontés à des défis qui menacent leur vie et que les repères habituels sont submergés ou brouillés, est-il d'autre solution que de revenir aux sources, que de creuser, de forer jusqu'à rejoindre les nappes profondes, « *les réservoirs de sens* » (J.C. Guillebaud) qui ont irrigué les sociétés humaines et qui peuvent les fertiliser à nouveau ? Depuis des siècles, les religions et les sages n'ont cessé de percer le mystère de l'homme, de l'infini de ses désirs et de la finitude de sa vie, l'explication et la signification des origines et des finalités de l'homme, de l'univers et de leurs relations. Dans ce document, on ne fera qu'effleurer les courants non chrétiens, pour retenir les éclairages de la Bible, de la Tradition chrétienne et les apports les plus récents du magistère catholique.

51 - Les courants non chrétiens

Les religions et les spiritualités naturelles où l'homme se fond dans une vision cosmique de l'univers, n'ayant d'autre conduite que le respect d'un ordre naturel et social dicté par un ordre divinisé. Ainsi les religions animistes partagées par quelque 500 millions de croyants à travers le monde. Ainsi également les résurgences actuelles dans le vide creusé par la modernité et la ruine des grandes idéologies : lectures sacralisantes de l'écologie profonde, culte de Gaïa, succès de l'ésotérisme, surtout la nébuleuse New Age où chacun écrit « *sa légende personnelle dans l'âme du monde* ». Ainsi les formes de spiritualité laïque qui affrontent les questions existentielles sans recourir à l'existence de Dieu.

Religions et sagesse s'ouvrant à une transcendance : avant tout l'**Hindouisme** (800 millions) et le **Bouddhisme** (400 millions). L'âme individuelle n'est qu'une parcelle de l'âme universelle, dans laquelle elle ira se fondre comme le ruisseau dans l'océan, au terme de plusieurs réincarnations dictées par ses mérites antérieurs. Chacun trouve sa paix et sa joie en tenant sa juste place dans cet ordre social, spirituel et cosmique et dans un temps cyclique. Le mal vient de l'ignorance de l'homme qui demeure à la superficie, ou du désir qui perturbe la sérénité et cause la souffrance. Mais quel développement faire émerger de cette vision cyclique et de cet univers sacré ?

Les religions historiques, en particulier l'**Islam** (1200 millions) et la **pensée juive** (17 millions) brisent cette fatalité dans une histoire qui va d'un commencement vers une fin, où la foi en un Dieu personnel nourrit une démarche en avant qui ouvre aux autres, au monde et à l'avenir.

52 - Les éclairages de la Bible juive

La Bible n'est ni un ouvrage scientifique expliquant le monde, ni une réserve de réponses précises à nos questions de croissance, de développement, d'environnement. Elle apporte beaucoup plus, en se situant au niveau du pourquoi plus que du comment : un éclairage sur Dieu, l'homme, l'univers et leurs relations. Elle le fait à travers la lecture religieuse d'un petit peuple qui lit son histoire comme une Alliance privilégiée avec Dieu pour une mission universelle et plus tard dans l'expérience unique de Jésus de Nazareth devenu Seigneur de l'univers.

Longtemps, l'exégèse moderne a pu autoriser une lecture historique de la progression de la révélation biblique dans la conscience d'Israël, à travers quelques étapes essentielles que balisaient quatre documents bien identifiés. Les études récentes sur la formation du Pentateuque relativisent sans la détruire cette lecture chronologique. La Bible

n'est pas une histoire séquentielle, mais une riche et complexe polyphonie, où se mêlent musiciens et instruments divers, reprises et nouveautés, mais sous la direction d'un unique compositeur et chef d'orchestre : Dieu se révélant à son peuple et au monde. La source essentielle réside dans le traumatisme d'Israël devant l'effondrement de Jérusalem et du Temple, la déportation à Babylone et la restauration laborieuse à Jérusalem (- 586 à - 538). Menacé gravement dans sa survie et son identité, submergé et fasciné par une civilisation brillante, Israël puise dans la reconnaissance et la fidélité de son Dieu l'énergie de résister, de se redéfinir et de rouvrir un avenir. Il se forge cette foi et cette espérance en relisant son histoire à partir des traditions qui peuplaient sa mémoire, en s'inspirant des mythes de la civilisation dominante pour leur donner une tout autre signification : une grande histoire d'amour, entre un Dieu personnel qui justifie la confiance, et les infidélités du peuple qui y trouve la raison mais aussi le remède de ses malheurs.

Il a paru fécond d'éclairer notre réflexion sur la croissance et le développement à partir de trois thèmes qui traversent l'Ancien Testament et s'épanouissent dans le Nouveau Testament :

les récits de création qui donnent sens à la vie humaine et au cosmos
l'Alliance qui éclaire les rapports de toujours entre identité, différences et universalité
l'usage des biens entre riches et pauvres.

521 - Les récits de Création

La Bible n'apporte ni explication unique, ni exposé doctrinal, mais deux récits contrastés (Gn 1,1-2,4 et Gn 2,4-3,24) qu'enrichissent des éclairages complémentaires (Livre de Job, Isaïe 40-55, écrits de Sagesse). Qu'en retenir ?

L'univers n'est pas le fruit du hasard ou d'un destin aveugle, mais l'œuvre d'un Dieu unique qui procède avec sagesse et méthode, en distinguant toutes choses, à partir d'un chaos :

Distinction entre Dieu qui crée librement et les créatures qui s'en trouvent désacralisées, ouvertes à la liberté et à la louange

Distinction entre les éléments constitutifs de l'univers, chaque jour ayant son apport nouveau, dans une construction progressive qui culmine en la création spéciale de l'homme et de la femme.

Dieu porte sur l'ensemble de son œuvre un regard positif et bienveillant (« *Et Dieu vit que cela était bon* »), une grâce originelle que rien ne pourra anéantir. Le sabbat qu'il s'accorde marque à la fois l'inachèvement laissant l'histoire ouverte et l'importance de la louange. Les psaumes soulignent l'harmonie entre tous les vivants faits les uns pour les autres, tous aimés de Dieu et témoins de sa sagesse infinie.

L'homme occupe une place spéciale dans cette œuvre grandiose et belle. Il est créé au sommet de l'univers, à l'image de Dieu libre et responsable, mais aussi différent (« *Homme et femme, Il les créa* »). Mission leur est donnée de remplir la terre et de la soumettre, de dominer sur les animaux et d'assurer la bonne marche de l'ensemble. Mais l'homme est aussi ce glaiseux tiré de la terre et animé du souffle de Dieu, corps et esprit créé par un Dieu proche et familier, placé dans un riche jardin qu'il a mission de « *cultiver et de garder* », avec sa femme tirée de sa chair, soulignant l'unité et la différence à la source du genre humain.

Alors, dans cette grande harmonie, **pourquoi la souffrance, le malheur ?** L'homme a été créé libre et inachevé par Dieu, capable de transgresser les limites fixées à son bonheur. De là, le récit du serpent, la séduction d'Eve, la désobéissance d'Adam, l'expulsion du jardin, l'enchaînement des douleurs, le monde désorganisé qui se dresse contre son intendant, la mort au lieu de l'immortalité promise, Caïn qui tue son frère, le déluge qui doit tout détruire. Mais à chaque fois, l'amour de Dieu limitera le châtement : la descendance de la femme écrasera celle du serpent ; Caïn sera préservé, Noé choisi pour sauver le petit reste et relever la création. Job qui interpellait Dieu devant les malheurs de l'innocent châtié ne peut que reconnaître la

grandeur et la sagesse de son Créateur. Ainsi Dieu poursuit son œuvre de création, malgré les infidélités d'un homme qu'il a voulu libre.

522 - L'Alliance avec un peuple choisi pour une mission universelle

Dans la Bible, Création et Alliance sont inséparables, la Création étant lue dans le contexte religieux de l'Alliance. Pour le courant deutéronomiste, l'Alliance repose sur la Loi transmise par Dieu à Moïse et au peuple qu'il s'est choisi, dans une relation bilatérale selon des rapports de vassalité. Elle privilégie les pratiques structurées, les pouvoirs concentrés, l'identité du peuple élu. Cette conception s'affirme dans les relectures de l'Exode, de la Royauté, dans les réactions contre les tendances assimilatrices de l'Hellénisme. Pour le courant sacerdotal, l'Alliance se fonde sur les promesses faites à Abraham, de manière unilatérale et gratuite, par un Dieu amour, fidèle et miséricordieux envers un peuple inconstant, toujours à réprimer et à pardonner. Elle privilégie le culte et le pouvoir sacerdotal, la pureté morale et spirituelle, la vision universelle de salut confiée à ce peuple parmi les nations. Cette conception de l'Alliance s'affirme dans les cycles d'Abraham et des patriarches ; elle est vigoureusement rappelée par les prophètes quand Israël se résigne ou se replie sur lui-même ; elle triomphe avec Jonas contraint d'annoncer le salut à Ninive, la grande ville ennemie jurée d'Israël. Cette tension identité-ouverture universelle traverse toute l'histoire d'Israël et en fait un peuple unique parmi et pour les nations.

523 - L'usage des biens entre riches et pauvres

C'est une conviction essentielle de la Bible : Dieu a créé l'univers et tout ce qu'il contient, une seule Terre pour tous les hommes, avec des biens en quantités suffisantes pour que personne ne manque du nécessaire, que chacun puisse mener dignement sa vie d'homme, en rendant gloire à son Seigneur. Alors pourquoi tant d'inégalités, de misères et d'injustices entre les hommes ?

Le Premier Testament a une conception positive de la richesse : c'est un signe de bénédiction, un don de Dieu à ceux qu'il aime. Chaque tribu, chaque groupe a son territoire, son patrimoine à transmettre. « *Demeurer sous sa vigne ou sous son figuier... Il n'y aura pas de pauvre chez toi* » : tel est l'idéal fixé. Mais le Deutéronome et le Lévitique doivent multiplier les mesures qui règlent les transmissions de biens, qui limitent le droit de propriété et les dérives de l'enrichissement suscitant la pauvreté. Dieu est l'unique propriétaire qui réglemente l'usage des biens, mais cela ne vaut que pour les fils d'Israël. Les prophètes dénoncent avec vigueur l'exploitation et l'exclusion des pauvres, les décrets et les décisions injustes. « *Malheur à ceux qui ajoutent maison à maison, qui joignent champ à champ jusqu'à ne plus laisser de place et rester seuls habitants au milieu du pays... Ecarte de moi le bruit de tes cantiques... mais que le droit coule comme de l'eau et la justice comme un torrent qui ne tarit pas* » (Is 5,8). Les écrits de Sagesse considèrent la richesse comme un don de Dieu, mais en recommandent un usage modéré : « *Ne me donne ni indigence ni richesse ; dispense-moi seulement une part de nourriture car trop bien nourri, je pourrais te renier en disant qui est le Seigneur* » (Prov. 30,8). Peu à peu, la pauvreté demeure une réalité sociale que l'on récuse, mais devient une attitude spirituelle de confiance envers Dieu qui écoute le pauvre, lui rend espoir et dignité. Les « *pauvres de Yahvé* » portent l'espérance.

53 - Les éclairages du Nouveau Testament

« *Je ne suis pas venu abroger, mais accomplir* » : le Nouveau Testament témoigne de la grande fidélité du Christ Jésus à tout l'acquis du Premier Testament ; mais c'est en le renouvelant dans ses sources, en faisant éclater tout ce qu'il contenait en germe.

531 - Jésus dans la Création et dans l'Alliance (Synoptiques)

Jésus n'aborde pas la Création à partir des origines, mais par le partage de la vie quotidienne de ses compatriotes. De la Galilée, il connaît les campagnes et la mer, les animaux, les plantes, le cycle des saisons ; il regarde tout cela avec une vive sensibilité humaine et filiale devant ces biens où il lit la beauté et la bienveillance de son Père : tout est signe de Dieu, invitation à la confiance. De même, Jésus est très fidèle à son appartenance juive, à la Loi de Moïse et à ses prescriptions ; mais il entend la restaurer dans sa visée initiale d'Alliance, la dépoussiérer de tant de préceptes et de contraintes ajoutés par les scribes et les pharisiens ; ce qui lui vaudra la haine des gardiens de l'ordre religieux et finalement sa mort. La Loi nouvelle qu'il proclame se résume dans l'amour de Dieu et du prochain : « *à ces deux commandements se rattache toute la Loi ainsi que les prophètes* » (Mt 22,40).

Jésus reste très lié à son peuple, à son identité ; son ministère se déroule avant tout en Galilée, puis à Jérusalem et en Judée ; mais il n'hésite pas à traverser la Samarie, à intervenir dans les territoires voisins, à accueillir, à guérir des étrangers dont il exalte la foi. Jésus élargit son champ d'action en fonction des événements, de l'appel des gens. Après sa résurrection, il envoie ses apôtres dans le monde entier « *Allez dans le monde entier proclamer l'Évangile à toute la Création* » (Mc 16,15). Ce ne sont plus les nations qui montent à Jérusalem ; ce sont les apôtres qui, de Jérusalem, sont envoyés proclamer la Bonne Nouvelle à toutes les nations. Jésus a une attitude très ouverte à l'égard des riches et des pauvres : il accueille l'hospitalité des uns mais les met en garde contre l'usage des richesses ; cependant sa préférence va aux pauvres, aux petits qui mettent leur confiance en Dieu. Lui-même a choisi l'extrême pauvreté, demandé à ses apôtres le dépouillement et s'est identifié à ceux qui ont eu faim et soif : ils auront en héritage le Royaume.

532 - La Création et l'Alliance dans le Christ (St Paul et St Jean)

Paul n'a pas cheminé avec Jésus en Galilée ; mais sur le chemin de Damas il a fait la rencontre fulgurante du Christ ressuscité qu'il persécute en ses frères. Paul a trouvé le Messie qu'il attendait, mais c'est un Messie rejeté, condamné par son peuple. Il vit lui-même ce rejet, cette persécution par les juifs, alors que les païens accueillent joyeusement le message nouveau : Dieu se révèle comme un Père qui veut faire de tous les hommes des fils dans le Fils. Par delà la Loi de Moïse, qui a été une étape pédagogique ouvrant à l'unique Sauveur, la foi au Christ se rattache directement à la promesse faite à Abraham. La vie nouvelle reçue au baptême n'est plus guidée du dehors par des contraintes inefficaces, mais impulsée du dedans par la force libératrice de l'Esprit ; ce renouvellement concerne toute la Création en travail d'enfantement. Avec les épîtres de la captivité, l'expérience de Paul atteint sa pleine dimension, son sommet mystique et cosmique : révéler le mystère, le projet de Dieu de tout rassembler dans le Christ. Il est le premier dans la Création aux origines, comme il est le premier dans la re-création pascale, chargé de « *ramener toutes choses sous une seule tête, le Christ* » (Eph 1,10), par son Corps qui est l'Eglise. L'humanité et l'univers ne sont plus des êtres ballottés, emportés à tout vent de doctrine, mais en marche laborieuse vers une plénitude de vie et d'amour dans le Christ.

Jean est le témoin oculaire, le disciple fidèle de Jésus, mais aussi le sage qui a eu le temps de réfléchir, de prendre du recul et de donner sens à l'événement Jésus-Christ dans l'histoire. Jésus est le Verbe de Dieu par qui « *tout s'est fait et sans qui rien ne s'est fait* » (Jn 1,8). Il est le Fils de Dieu qui s'est incarné, a multiplié les signes de son amour et de sa gloire, jusqu'à son « *heure* » où il a donné sa vie pour « *rassembler dans l'unité les enfants de Dieu dispersés* ». L'Apocalypse qu'on attribue à Jean est avant tout un message d'espérance et de confiance aux jeunes communautés chrétiennes persécutées et déchirées. En langage codé, il dévoile les ressorts cachés à l'œuvre dans l'Histoire : l'affrontement entre Satan, les forces du mal et l'Agneau pascal à la tête de l'Eglise son épouse, la victoire centrale du Christ par sa mort-résurrection, les combats d'arrière-garde du dragon, jusqu'au triomphe final, l'avènement de la nouvelle Jérusalem, le rêve enfin réussi de la Création voulue par Dieu, achevée dans la plénitude en son Seigneur.

54 - Les éclairages de la Tradition chrétienne

Cet éclairage biblique va fructifier de diverses manières dans la Tradition chrétienne, selon les époques et les cultures. On se bornera à relever quelques témoignages, dans un survol de transition entre les temps des fondations du Christianisme et ses expressions les plus actuelles.

L'Antiquité chrétienne (1^{er} - 5^{ème} siècles)

Durant les trois premiers siècles, l'Eglise des martyrs témoigne de l'unité et de l'universalité de l'Eglise qui se répand dans tout le bassin méditerranéen. Parmi eux, on retiendra **St Irénée** (130-208) venu de Smyrne pour être évêque de Lyon, auteur de « *Contre les hérésies* ». Dans la ligne de Saint Paul et Jean, il y découvre l'histoire humaine comme la préparation de l'incarnation du Christ et la récapitulation de l'univers en lui, pour tout faire remonter vers l'unité dans la Trinité. « *La gloire de Dieu, c'est l'homme vivant et la vie de l'homme, c'est la vision de Dieu* ». L'Eglise poursuit son expansion malgré les persécutions et les tensions internes. En Asie Mineure et surtout en Afrique autour d'Alexandrie et de Carthage, de grands penseurs défendent la foi chrétienne contre ses adversaires et opèrent une première synthèse entre le Christianisme et la culture grecque.

Avec le règne de Constantin et l'édit de Milan (313), l'Eglise laisse éclater au grand jour la vitalité de ses communautés, de ses monastères, mais aussi les grandes querelles doctrinales qui la déchirent. Les conciles œcuméniques (Nicée 325, Constantinople 381 et 553, Ephèse 431, Chalcédoine 451) tranchent les controverses et élaborent le Credo chrétien. C'est aussi l'âge d'or des Pères de l'Eglise, notamment les **Pères Cappadociens** : des hommes de grande culture, souvent des contemplatifs arrachés à leur méditation biblique pour devenir les pasteurs de tout un peuple. Ils approfondissent et contemplent le mystère de la Création, de la re-création pascale poursuivie par l'Eglise et ses sacrements, dans une grande vision de l'Histoire qui « *va de commencements en commencements, par des commencements qui n'ont jamais de fin* » (Grégoire de Nysse). Cette concentration sur le mystère du Christ et la vie de l'Eglise les rend très attentifs aux injustices sociales, à l'usage des richesses, à l'attention privilégiée portée aux pauvres. « *Ils sont les économes de notre espérance, les gardiens du Royaume, les visages du Christ ... Veux-tu honorer le corps du Christ ? Ne commence pas par le mépriser quand il est nu. Ne l'honore pas ici avec des étoffes de soie, pour le négliger dehors où il souffre de froid et de nudité. Car celui qui a dit "Ceci est mon Corps" est le même qui a dit "Vous m'avez vu affamé et vous ne m'avez pas nourri"... Remets à ton semblable ce que tu lui as injustement réclamé et je t'en serai reconnaissant. A quoi bon consoler un pauvre si tu en fais cent ?* ».

L'Eglise d'Occident est plus marquée par l'esprit romain, son juridisme et son sens de l'organisation. Mais elle compte elle aussi de grands théologiens, souvent des moines devenus évêques, pasteurs en charge de la vie de leurs fidèles dans un empire décadent. A côté d'Hilaire de Poitiers, Ambroise de Milan, Jérôme et sa Vulgate, émerge surtout **Augustin**, évêque d'Hippone (354-430). Son itinéraire personnel, magistralement décrit dans les « *Confessions* », l'oriente moins vers la Création que vers la rédemption par la grâce de l'homme pécheur, tiraillé entre sa soif d'absolu et sa fragilité. « *Tu nous as créés pour Toi et notre cœur est sans repos tant qu'il ne repose en Toi* ». Cet esprit génial, marqué par la culture romaine et l'effondrement de l'empire, ouvre à une vision de l'histoire de l'humanité entière, marquée par l'opposition entre la cité terrestre qui échoue à se construire par elle-même et la Cité de Dieu seule capable d'assurer la paix et de conduire l'humanité à son achèvement dans le Royaume. Cette pensée augustinienne va marquer durablement la théologie, la spiritualité, mais aussi plus largement l'humanisme occidental.

La chrétienté médiévale d'Occident

Entre le 9^{ème} et le 14^{ème} siècle, l'Eglise connaît en Occident l'apogée de la chrétienté médiévale, alors que l'Eglise d'Orient souffre sous la pression arabe. Le 13^{ème} siècle en particulier est l'époque des cathédrales, des croisades, des pèlerinages, l'essor des

monastères, mais aussi l'émergence des villes marchandes et culturelles, la naissance des universités et de nouveaux ordres religieux qui animent les débats. De cette époque on retiendra :

- un courant intellectuel, doctrinal dont Saint Thomas d'Aquin est le représentant éminent
- un courant plus spirituel et dépouillé, qu'exprime en particulier Saint François d'Assise.

C'est l'audace de **Saint Thomas d'Aquin** (1225-1274) d'opérer la synthèse de tout l'acquis chrétien (Bible et Tradition), en puisant dans la philosophie d'Aristote le cadre conceptuel capable d'éclairer l'intelligence de la foi. Dieu a créé et continue de créer un univers très ordonné, où chaque être a sa place et sa fonction propres, mais hiérarchisées en vue de fonctions supérieures trouvant leur signification ultime dans la perfection de l'univers, reflet de Dieu amour. Le Dieu unique a voulu créer des multitudes d'êtres divers, inégaux et mouvants, car aucun ne peut seul exprimer la perfection de Dieu. Celui-ci est la cause première qui laisse l'initiative aux causes secondes de s'adapter, de s'unir librement ; seul, l'amour divin est la source profonde de toute causalité, en se communiquant à des êtres imparfaits, appelés librement à se parfaire et à coopérer avec Dieu. Dans cette grande hiérarchie, l'homme occupe une position intermédiaire entre les formes supérieures que sont les anges, intelligences pures près de Dieu, et les formes inférieures totalement dépendantes de la matière et donc corruptibles. L'homme est composé d'une âme, substance immatérielle et immortelle, et d'un corps auquel l'âme donne forme et vie, faisant d'un ensemble de cellules un corps vivant. Celui-ci est foncièrement bon, créé par Dieu non pour être la prison de l'âme, mais son instrument pour atteindre sa fin. Quant à l'ouverture cosmique, elle demeure confuse « *Dieu prend soin de toutes les créatures quelles qu'elles soient, afin de nous servir de chacune d'elles selon que Dieu l'a réglé ... Il convient que lorsque l'homme sera glorifié dans son corps, que les autres êtres corporels soient portés à un état meilleur, afin que l'univers devienne un séjour plus adapté et agréable* ».

Le contraste est saisissant entre la Somme Théologique du « Docteur Commun » et les Fioretti de **François d'Assise**. Le jeune riche, fêtard et guerroyeur, abandonne la carrière commerciale de son père et tous ses biens pour « épouser Dame Pauvreté », devenir le troubadour de Dieu, libéré de toute attache terrestre pour accueillir pleinement le don de Dieu. Au milieu des privations et des critiques, dans les tensions internes d'un ordre en trop rapide croissance (5000 frères en quelques années), il garde la sérénité, la joie, la paix intérieure qu'il communique aux foules. Le « petit pauvre, le frère universel » amène les seigneurs locaux à se réconcilier, parcourt le sud de l'Europe, va à la rencontre du sultan d'Egypte et en Terre Sainte pour annoncer l'Evangile de la paix. N'ayant d'autre attache que l'amour du Christ, François devient frère et sœur de l'univers entier ; il ne pose plus sur la création un regard de possession, mais de fraternité et d'émerveillement. Son célèbre « *Cantique des Créatures* », écrit peu avant sa mort parmi les pires souffrances, est un sommet pour une écologie chrétienne, hymne à la louange du Créateur et à la fraternité universelle. Tous ces éléments créés ne sont pas vénérés en eux-mêmes, mais comme signes de la grandeur et de la tendresse de Dieu, tels que sortis des mains du Créateur. Tout est vu, magnifié dans la foi en Dieu créateur et dans la contemplation du Christ crucifié, source de tout renouvellement.

Cette approche très spirituelle, associant pauvreté volontaire et émerveillement cosmique, se poursuit dans les monastères, les ordres contemplatifs. Déjà, Hildegarde de Bingen (1098-1179) avait une conception systémique de l'univers, totalité dont les éléments sont interdépendants, mus par une énergie divine, une aspiration spirituelle jamais rassasiée qui monte vers Dieu « *de nouveautés en nouveautés... Le trône de Dieu, c'est son éternité, et tous les êtres vivants sont comme des étincelles qui jaillissent de sa splendeur pour éclairer son visage* ». On retrouvera cette même inspiration chez Maître Eckhart (1260-1327) et les mystiques rhénans, plus tard chez Jean de la Croix (1542-1591) qui contemple « *la musique silencieuse des créatures que Dieu le Créateur a auréolées de sa gloire, que son Fils incarné a revêtues de beauté et de dignité, laissant des traces de son rapide passage sur cette terre* ».

Le temps des réformes et de la modernité

A partir du milieu du 15^{ème} siècle, on passe d'un monde quasi stationnaire à un Occident entraîné dans un ensemble de mutations, qui transforment le regard et l'emprise sur le monde. Dans ce contexte de turbulence, l'Eglise tarde à trouver la signification des changements et la place originale de son message évangélique.

Comment situer le message chrétien dans un monde moderne qui affirme son autonomie ? La Renaissance venue d'Italie diffuse un nouvel art de vivre, plus sensible à la recherche des biens terrestres qu'à la contemplation des mystères de l'au-delà. La Réforme protestante (Luther [1483-1546] et Calvin [1509-1564]), ébranle l'unité et l'autorité de l'Eglise, suscite la contre-réforme du Concile de Trente (1545-1563) où l'Eglise réaffirme ses dogmes et son organisation. Puis **Descartes** affirme l'autonomie du sujet pensant et libre, face à l'étendue corporelle qui relève de lois à déchiffrer. Au 18^{ème} siècle, la **Philosophie des Lumières** exalte la raison, le savoir, la perspective d'un progrès indéfini. La nature n'est plus la création reçue de Dieu, mais un ensemble désacralisé de ressources à mettre en valeur pour le bonheur de l'homme, libéré des tutelles des croyances et de la Révélation. L'autonomie de la conscience morale peut fonder des règles de conduite, les accords entre citoyens un ordre social et politique, où la souveraineté du peuple remplace les monarchies de droit divin.

A ce torrent d'innovations et de contestations, l'Eglise répond par la condamnation (Galilée 1632, Syllabus 1864, décret Lamentabili de Pie X en 1907), souvent par la résistance ou l'accueil réservé dans la mesure où le donné révélé n'est pas atteint. Il faudra le travail patient de penseurs chrétiens, d'hommes d'action et de responsables d'Eglise, en particulier le pape Léon XIII (1878-1909), pour rapprocher science et foi, Eglise et démocratie, pour offrir une lecture évangélique au monde moderne avec ses richesses et ses limites. Mais, pour l'essentiel, la vision de l'Eglise demeure tributaire des définitions du Concile de Trente et de la scolastique thomiste, dans une approche plus philosophique et apologétique que biblique et cosmique. Pourtant dans ce monde frileux surgissent des voix prophétiques, contestées et fascinantes. Ainsi **Pierre Teilhard de Chardin** (1881-1955) : animé par un double mouvement de complexification croissante, de montée et de convergence des consciences dans l'amour, tout l'univers est entraîné depuis les premiers grains de matière-énergie jusqu'à l'apparition du phénomène humain, puis de l'hominisation jusqu'à l'humanisation, le point Oméga, « l'ultra humain ». Le Christ est à l'origine, au centre et au terme de cette évolution, l'Alpha et l'Oméga « *de qui tout procède, vers qui tout converge ... Je crois que l'univers est une Evolution. Je crois que l'Evolution va vers l'Esprit. Je crois que l'Esprit s'achève en du Personnel. Je crois que le Personnel suprême est le Christ universel* ».

Comment concilier Eglise romaine et Eglise universelle ? Durant l'Antiquité chrétienne, le Christianisme avait pénétré une grande partie de l'Europe et de l'Asie, avant de reculer devant les avancées de l'Islam entraînant les Croisades. Avec la rupture de l'Eglise orthodoxe (1054) puis la Réforme protestante, l'Eglise ne peut plus présenter au monde un visage unique. Aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles, l'expansion missionnaire gagne le continent américain grâce aux nouveaux ordres religieux (jésuites, dominicains, franciscains) ; au 19^{ème} siècle, d'autres ordres religieux se créent pour évangéliser les colonies que l'Europe conquiert en Afrique, en Asie et en Océanie. Cette action participe des ambiguïtés de la colonisation : les œuvres missionnaires ont accompli de grands progrès dans l'éducation, la société, l'éveil des populations, mais selon les modèles et au bénéfice principal des métropoles, dans la visée d'une unique civilisation européenne et chrétienne à la fois, au détriment de sociétés et de cultures indigènes considérées comme païennes. Il existe pourtant des exceptions remarquables mais localisées : le Père Ricci (1552-1610), la culture et les rites chinois ; R. de Nobili (1577-1656) et les hindous ; en Amérique du Sud, Las Casas (1474-1566), les « réductions » ou communautés indiennes au Paraguay. Dès 1622, Rome créait la Congrégation pour la Propagation de la Foi pour s'affranchir de la tutelle des Etats colonisateurs. Ce souffle d'universalité a porté ses fruits : aujourd'hui, les 2/3 des chrétiens vivent dans le Tiers Monde.

C'est par la charité avant tout que l'Eglise rejoint le monde moderne, selon des modalités et des degrés d'implication qui ont beaucoup varié : jusqu'en 1891, avant tout des œuvres de bienfaisance, des soins de santé et d'éducation ; de 1891 au Concile Vatican II, l'élaboration d'une pensée sociale marquée par l'Europe ; depuis Vatican II, la question sociale devient mondiale.

| | | | |
|------|-----------|----------------------|--|
| 1891 | Léon XIII | Rerum Novarum | : face à la question ouvrière et aux injustices sociales |
| 1931 | Pie XI | Quadragesimo Anno | : pour l'instauration d'un nouvel ordre social |
| 1937 | Pie XI | Mit Brennender Sorge | : condamnation du Nazisme |
| | | Divini Redemptoris | : condamnation du Communisme |
| 1941 | Pie XII | Radio Message | : pour une organisation de l'ordre International |

A travers ces interventions, l'Eglise s'est dotée d'un enseignement social cohérent : la dignité de toute personne humaine, du travailleur qui mérite respect et juste salaire ; le droit de propriété, essentiel pour la liberté mais subordonné à la destination universelle des biens ; la liberté des associations et le rôle des corps intermédiaires à côté de l'Etat, législateur et garant du bien commun. Mais pour l'essentiel, on en reste à la question ouvrière dans la révolution industrielle des pays occidentaux.

55 - Croissance et développement dans les positions récentes de l'Eglise

Avec le pontificat de Jean XXIII (1958-1963) et ses deux encycliques, surtout avec le Concile Vatican II (1962-1965), les pontificats de Paul VI (1963-1978) et de Jean Paul II (1978-2005), l'Eglise catholique s'ouvre au monde, opère son « *aggio namento* » par un retour à ses sources fondatrices, par un dialogue ouvert aux questions de son temps, notamment celles du développement humain, solidaire et durable.

551 - Pour un développement global et solidaire

C'est par l'encyclique **Mater et Magistra** (mars 1961) que le développement entre dans le langage officiel de l'Eglise. Jean XXIII demande aux pays riches de secourir les pays pauvres et de s'attaquer aux causes de leur sous-développement, aux pays pauvres de s'inspirer de l'expérience des pays développés tout en respectant la personnalité de chaque peuple, à la communauté internationale de s'organiser pour assurer le développement, le bien commun universel.

La constitution conciliaire « **Gaudium et Spes** » (1964) rappelle les fondements théologiques de la vocation et de l'activité humaines, puis souligne la nécessité de mettre l'homme au centre de toute vie économique et sociale, d'assurer la participation de chacun et un partage équitable des richesses, de construire la communauté politique par la collaboration de tous à la vie publique, de promouvoir les organisations internationales pour développer partout le progrès, soulager les misères, réduire les inégalités et les dépenses d'armement, instaurer une paix durable entre tous. Avec l'encyclique « **Populorum Progressio** » (mars 1967) de Paul VI, la question sociale s'élargit en question mondiale ; « *le développement est le nouveau nom de la paix* ». L'encyclique enseigne un développement intégral de tout l'homme en toutes ses dimensions : le développement est « *le passage pour chacun et pour tous de conditions moins humaines à des conditions plus humaines* », une marche permanente vers un achèvement, une plénitude ouverte à une transcendance. Ce développement intégral est aussi solidaire, par des programmes de coopération entre pays riches et pays pauvres, par une équité plus grande dans les échanges commerciaux, par la formation de coopérants et l'appel au dialogue entre civilisations. La Commission Justice et Paix est créée pour promouvoir ce développement.

Le Synode des évêques « **La Justice dans le Monde** » (1971) intègre encore plus le développement dans la mission de l'Eglise. « *Entendant le cri de ceux qui souffrent violence et sont écrasés par les systèmes et les mécanismes injustes, tout comme le défi d'un monde dont la corruption contredit le plan du Créateur, nous avons pris conscience ensemble de la vocation de l'Eglise à être présente au cœur du monde pour annoncer aux pauvres la Bonne Nouvelle, aux opprimés la délivrance, aux affligés la joie. Les espoirs et les forces qui travaillent le monde en profondeur ne sont pas étrangers à la dynamique de l'Evangile qui, par la puissance de l'Esprit Saint, libère les hommes de leur péché personnel et de ses conséquences sur la vie sociale... Le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile qui est la mission de l'Eglise, pour la rédemption de l'humanité et sa libération de toute situation oppressive* ». La lettre « **Octogesimo Adveniens** (80^{ème} anniversaire de Rerum Novarum) ou « lettre au Cardinal Roy » (mai 1971) propose « *moins une parole unique et universelle qu'un appel aux communautés chrétiennes à s'engager avec d'autres dans les transformations sociales, politiques et économiques qui s'avèrent nécessaires avec urgence en bien des lieux ... Une même foi chrétienne peut conduire à des engagements différents* ».

Le pontificat de Jean Paul II est surtout marqué en ce domaine par ses multiples voyages et interventions, mais aussi par deux encycliques. « **Sollicitudo Rei Socialis** » (1988) fait du développement une lecture plus théologique, éthique et culturelle que socio-économique ou politique. « *Le développement d'aujourd'hui doit être considéré comme un moment de l'histoire qui a commencé avec la Création et est constamment menacé en raison de l'infidélité à la volonté du Créateur, surtout à cause de la tentation d'idolâtrie, mais il correspond à ses prémisses* ». Tous les peuples ont droit à un développement intégral incluant les aspects économiques et sociaux, l'identité culturelle et l'ouverture au transcendant ; ce développement doit se réaliser dans la solidarité et la liberté sans jamais sacrifier l'un à l'autre. « **Centesimus Annus** » (1991) est plutôt une actualisation de l'héritage de Rerum Novarum ; mais il souligne le poids de la dette des pays pauvres, les dangers de la surconsommation et les atteintes à l'environnement naturel et familial dans les pays avancés. En tout cela, l'Eglise n'a pas de modèle à proposer, mais des exigences éthiques et spirituelles à faire entendre. A maintes reprises, Jean Paul II rappelle l'option préférentielle pour les pauvres, sans position radicale ou excluante ; il ouvre également l'Eglise à une « *mondialisation de la solidarité* », fondée dans le respect des droits humains et le dialogue entre les cultures, autour de quelques valeurs fondamentales : « *la justice de chacun d'où naît la paix pour tous* », l'éducation responsable transmettant les valeurs essentielles de la vie.

Cette attention portée à l'Eglise universelle ne doit pas occulter les réflexions et les initiatives des évêchés ; ainsi en France :

septembre 1982, « *Pour de nouveaux modes de vie* » appelle à des changements concrets
 octobre 1988, « *Face au défi du chômage, créer et partager* »
 décembre 1991, « *Le courage de l'espérance* » dans une société d'abondance créant l'exclusion
 décembre 1992, « *Justice et Solidarité* ».

552 - Pour un développement durable, respect de la Création

La prise de conscience de la question écologique dans le développement a été aussi récente et rapide au sommet de l'Eglise que dans l'opinion et les instances internationales. S'agit-il d'un bourgeon supplémentaire dans la pensée sociale de l'Eglise ou d'une nouvelle pousse s'enracinant directement dans la Bible et la plus ancienne Tradition chrétienne ?

Le Concile et « *Populorum Progressio* » ne pouvaient aborder ces thèmes qui ont surgi après 1970. Dès 1970-71, **Paul VI** alerte les dirigeants sur les dangers d'une catastrophe écologique due à la haute consommation et pollution de l'air et de l'eau par un progrès matériel

laissé à son seul dynamisme. « *Il faut relever le défi laissé à notre génération de dépasser les objectifs partiels et immédiats pour aménager aux hommes de demain une Terre qui leur soit hospitalière... Cela se fera en joignant à la recherche de l'équilibre écologique celle d'un juste équilibre de prospérité entre les centres du monde industrialisé et leur immense périphérie. La misère est la pire des pollutions* ».

Jean Paul II s'implique d'emblée et fortement dans la défense de la Création, à sa manière éthique et spirituelle. « *L'homme est toujours menacé par ce qu'il fabrique... La volonté du Créateur était que l'homme entre en communion avec la nature comme son maître et son gardien intelligent et noble, non comme son exploiteur et son destructeur sans ménagement* » (Redemptor Hominis 1979). « *Quand l'homme désobéit à Dieu et refuse de se soumettre à son pouvoir, la nature se rebelle contre lui et elle ne le reconnaît plus comme un seigneur car il a obscurci en lui l'image divine ... Il faut tenir compte de la nature de chaque être et de ses liens mutuels dans un système ordonné qui est le cosmos* » (Sollicitudo Rei Socialis - 1987). Dans « Centesimus Annus » (1991), le pape en appelle à une « *écologie humaine authentique* » respectant tous les vivants, à commencer par la famille et son cadre de vie.

Le texte le plus important de Jean Paul II en ce domaine est le message pour la journée de la Paix (1^{er} janvier 1990) : « **La paix avec Dieu Créateur, la paix avec toute la Création** ». Le pape se nourrit de tout l'apport biblique : le monde foncièrement bon créé par Dieu, le drame du péché qui détruit l'harmonie existante, la mort-résurrection du Christ qui réconcilie tous les êtres et les récapitule en Dieu. « *Si l'homme n'est pas en paix avec Dieu, la Terre elle-même n'est pas en paix* » ; elle souffre et attend : la crise écologique est avant tout un problème moral. La réponse à cette crise est d'abord « *dans une conception de l'univers en harmonie, d'un vrai cosmos pourvu d'une intégrité propre et d'un équilibre interne dynamique* ». Pour respecter cet ordre universel et cet héritage commun, cela supposera un système de gestion des ressources de la Terre mieux coordonné au plan international, sans diminuer la responsabilité de chaque Etat en charge de la sécurité de ses citoyens ; une solidarité entre pays industrialisés et pays en développement, les premiers devant appliquer eux-mêmes les normes environnementales avant de les imposer aux autres ; une sérieuse révision des modes de vie, d'éducation à la responsabilité écologique, à la valeur esthétique de la Création. Dans ses interventions, l'Eglise lie toujours étroitement action écologique, justice et promotion sociale, dimension éthique et spirituelle.

On ne saurait isoler l'apport de l'Eglise catholique à son sommet de l'importante **réflexion œcuménique** des Eglises d'Europe et des autres continents :

le Rassemblement œcuménique européen de Bâle (mai 1989) organisé par la KEK protestante (Conférence des Eglises européennes) et la CCEE catholique sur le thème « *Paix, justice et sauvegarde de la Création* »

le Rassemblement mondial de Séoul (mars 1990) reprend les mêmes thèmes, avec une forte présence des Eglises du Tiers Monde

le 2^{ème} Rassemblement européen de Graz (juin 1997) : « *la réconciliation, don de Dieu et source de vie nouvelle* »

le récent Rassemblement mondial à Porto Alegre (février 2006) : « *Transforme le monde, Dieu, dans ta grâce* »

L'Eglise de France s'est souvent exprimée sur le développement durable à travers les rencontres et les publications de ses commissions : Pax Christi, commission Justice et Paix, Commission Sociale, en particulier « *Le respect de la Création* ».

Ainsi les chrétiens et ceux qui s'inspirent de l'humanisme chrétien ne manquent pas de références dans la lecture de la Bible, de la Tradition chrétienne et des interventions récentes de l'Eglise : « *Reforer ces Sources chrétiennes* » serait sans doute leur meilleure contribution aux questions et aux espoirs de notre époque.

CONCLUSION

POSITIONS ET PERSPECTIVES D'ORIENTATIONS

Allons-nous laisser à notre Terre assez de capacités physiques et humaines pour faire vivre ensemble vers 2050 neuf milliards d'êtres humains dans la dignité, la liberté et la paix ?

Où puiser assez de sagesse pour discerner dès maintenant les dérives fatales et les brèches d'avenir, assez de force pour conduire avec urgence et détermination les réformes indispensables ?

Telles sont les questions majeures qui s'imposent à nous au terme de ce travail et que nous aimerions partager, autour de quelques convictions et interrogations.

1 - Prendre conscience de la grande fragilité de nos modes de vie

Un constat s'impose : depuis deux siècles, surtout depuis un demi-siècle, l'humanité dans son ensemble a fait d'immenses progrès, mais à quels coûts, pour qui et pour aller où ? La croissance et le développement de type occidental ont donné à une minorité d'abondants moyens de vivre sans lui offrir souvent des raisons de vivre, alors que près de la moitié de la planète s'enfoncé dans la misère qui génère des frustrations en rêvant d'atteindre ce qui lui est inaccessible. Cette avancée globale d'humanité et ces « *grands désordres sous le ciel* » ne sont pas des fatalités, mais les résultats de choix humains accumulés. Le système qui modèle et domine le monde actuel réduit le développement à la croissance quantitative de richesses produites, mesurée par l'évolution du produit intérieur brut (PIB). Ce système a pour finalité principale la recherche à court terme du profit maximal, pour régulation la loi du marché entre une offre à renouveler constamment et une demande solvable, pour moteur une compétition accélérée dans un monde sans frontières. La pression de la spéculation financière n'est pas uniforme : elle est forte dans les échanges internationaux d'une économie qui se mondialise rapidement ; elle reste encore diffuse quand on rejoint les économies nationales, régionales et locales où elle influe les marchés. Le mode de vie qui en résulte est d'une pénétration si puissante sur nos mentalités qu'on n'imagine pas pouvoir produire et vivre autrement.

Pourtant, il faut se rendre à l'évidence : ce qui était encore hier inquiétudes lointaines et diffuses devient aujourd'hui menaces pressantes et cumulées. La Terre n'en peut plus de ce qu'on lui prélève et de ce qu'on lui rejette. Le stock des ressources formées depuis des millions d'années s'épuise très rapidement ou se livre à des coûts insupportables pour beaucoup ; les ressources en eau potable, les réserves halieutiques deviennent préoccupantes ; le réchauffement climatique et tous les dérèglements qu'il provoque, les atteintes à l'environnement, à la biodiversité menacent gravement l'écosystème. Le modèle marchand mondialisé brise des structures et des cultures séculaires, aggrave inégalités, exclusions, frustrations qui engendrent violences et terrorismes, appelant des dépenses d'armement et de défense de l'ordre au détriment des investissements de la vie. Étendre les bénéfices de notre mode de vie à l'ensemble de l'humanité est physiquement impossible : il faudrait trois fois les ressources de la Terre pour généraliser notre modèle français, sept fois pour le modèle américain. « *L'humanité est en danger de sortie de route* » (P. Viveret).

Des innovations techniques, des aménagements sociaux peuvent retarder le déclin, en atténuer les effets. Nous rejetons tout catastrophisme paralysant, tout repli frileux sur nos avantages acquis et sur nos peurs : la fin d'un monde n'est pas la fin du monde.

L'humanité a déjà relevé d'autres défis :

Le fera-t-elle sous la pression des périls, dans la violence des dictatures et au détriment des plus pauvres ?

ou voudra-t-elle le faire de manière progressive et démocratique, par des changements de structures et des mentalités ?

Ce monde en sursis peut-il encore être soigné ?

Par quoi le remplacer ?

2 - Promouvoir le « développement de tout l'homme et de tous les hommes »

Parmi les positions qui se dessinent dans les débats actuels sur la croissance, le développement, nous refusons dans leur principe aussi bien la croissance illimitée que la décroissance radicale : elles nous paraissent inaccessibles à terme, néfastes pour la paix et le

progrès de l'humanité ; mais nous nous laissons interpellés par leurs questions et certaines de leurs propositions. Notre choix fondamental : **un développement humain, solidaire et soutenable** (plutôt que durable, terme galvaudé), un développement qui, à tous les niveaux, saisisse la réalité globale dans sa complexité mouvante, dans la diversité des situations et des cultures, dans le dialogue fécond mais exigeant entre les civilisations.

Ce mode de développement ne se laisse pas enfermer dans une pensée, une définition unique. Aussi pour exprimer ce qu'il doit être, nous proposons trois définitions convergentes, venant d'époques et d'horizons différents :

celle de notre compatriote, le Père L.J. Lebret dès 1958 : « *le développement est la série, ou plus exactement les séries ordonnées, de passages, pour une population déterminée et pour toutes les fractions de population qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu de la solidarité entre les fractions de la population nationale et de la solidarité entre les nations* ».

celle d'Amartya Sen, venant de l'Inde et de la Banque Mondiale, après les déceptions des « décennies du développement » : se développer, c'est faire reculer tout ce qui empêche les capacités, les libertés d'un individu, d'un groupe de se déployer pour conduire sa vie comme il l'entend, en accord avec les valeurs qu'il respecte et compte tenu des conditions de vie dans lesquelles il évolue.

celle enfin du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Le développement comporte « *la création de richesses et l'équité de leur répartition, la participation à la maîtrise du destin collectif, un espace de liberté permettant l'expression des groupes et des intérêts, une culture donnant cohérence et identité, l'adhésion à des valeurs transcendantes qui offrent signification, mobilisation et dépassement à cette construction collective* ».

Cette conception humaniste est à la fois un processus observable à moyen et long terme et un projet de volontés humaines, que l'analyse doit distinguer, que l'action doit intégrer. Elle comporte une part d'utopie motrice, une promesse à atteindre, qui donne sens et cohérence aux initiatives locales, aux stratégies politiques à rendre plus effectives et convergentes. Par souci pédagogique, nous proposons de les décliner en termes de :

- contenu : les trois piliers du développement, à articuler
- dynamique : les ressorts essentiels pour la formation et le renouvellement de ce développement.

3 - Mieux articuler les trois « piliers du développement »

Le développement englobe la croissance économique, le respect de l'environnement, les attentes de la société. Chacun de ces piliers a sa propre logique de fonctionnement et d'évolution ; c'est leur croisement, leur interaction qui fait l'originalité du développement.

Le progrès de la société (progrès sociétal plus large que le progrès social) n'est pas le simple complément de la croissance économique ou la correction marginale de ses effets négatifs. Des programmes d'assistance, de redistribution sont nécessaires, mais ne peuvent suffire à assurer le développement soutenable d'une société, sa cohésion et sa promotion, la réponse aux attentes de ses membres, en particulier les plus fragiles. On ne peut que souscrire aux grands objectifs affichés par l'ONU en ce domaine, mais si peu appliqués par manque de volonté politique devant le poids des intérêts nationaux.

Oui aux objectifs du Millénaire définis, votés à New York en 2001 : réduire de moitié la grande pauvreté et la faim dans le monde ; lutter contre toutes les formes d'inégalités et d'exclusion sociales en assurant à chacun une réponse adaptée à ses besoins vitaux de

nutrition, d'accès à l'eau potable, les soins de santé, l'éducation primaire, la protection et la sécurité par des équipements et des services appropriés, par la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement par des contrats multilatéraux, le traitement de la dette, une aide publique plus généreuse, le transfert de nouvelles technologies et des médicaments essentiels.

Oui aussi au respect effectif des droits humains indivisibles, approuvés par la Déclaration de l'ONU en 1948, votés par la plupart des Etats ; malgré des progrès récents, cette Déclaration reste un idéal à atteindre, mais constitue déjà une référence officielle pour les opprimés de la Terre. Le progrès de la société s'apprécie surtout dans la vie quotidienne par la qualité, la liberté des relations et des solidarités, la créativité sociale et l'animation culturelle, l'éducation, la cohésion sociale, la prise de responsabilité à travers les multiples canaux de la société civile, en particulier de la vie associative. C'est au cœur de ces enjeux que les chrétiens vivent les appels bibliques de l'Alliance et de la Promesse.

Que savons-nous, quel intérêt portons-nous à ces grands objectifs de la politique mondiale qui est maintenant notre horizon ?
Quels liens établissons-nous entre ces orientations, les politiques sociales de l'Etat et de nos collectivités territoriales et les actions de proximité dans nos vies quotidiennes ?

Le respect de l'environnement, du développement soutenable, à tous les niveaux. Là aussi, il nous faut comprendre les grandes orientations qui se dessinent dans les rencontres officielles et dans l'opinion publique internationale : rapport Brundtland en 1987, Sommet de la Terre à Rio en 1992, Protocole de Kyoto en 1997, sommets de l'ONU sur l'environnement ; bien des problèmes d'environnement ne peuvent être saisis et traités qu'au niveau mondial. Nous avons à nous intéresser aux mesures prises à l'échelon de l'Union Européenne, de l'Etat français, de notre région, à suivre avec attention et sympathie la mise en place des agendas 21 et des mesures environnementales qui s'élaborent dans la plupart des collectivités territoriales, avec leurs traductions concrètes dans nos cadres de vie, nos modes de production, de transport, de consommation.

Toutes ces politiques et mesures ne prendront sens et efficacité que si elles marquent nos mentalités. Cette dimension nouvelle apporte moins un nouveau modèle de développement qu'un autre regard porté sur le temps du long terme et des générations futures, l'espace où le local et le global se rapprochent, les relations avec les autres prochains et lointains, l'élargissement des responsabilités que ce changement implique. Ce n'est pas de vivre au rabais, mais de vivre mieux avec moins, selon un autrement qui est à inventer par chacun, avec les autres.

Sommes-nous cohérents entre ce que nous réclamons des pouvoirs publics et nos comportements quotidiens ?

Une croissance économique encadrée

Dans cette conception du développement humain, la croissance économique demeure essentielle, mais elle n'est plus à elle-même sa fin propre et exclusive. Elle change de signification : elle n'est plus la course effrénée au profit maximal à court terme pour un petit nombre, mais la recherche de l'utilité, du service maximal à terme pour le plus grand nombre et aux moindres coûts économiques, écologiques et sociaux. Il n'est pas de modèle et de rythme unique de croissance. Pour les pays pauvres, dont les besoins élémentaires ne sont pas

satisfaits et la transition démographique inachevée, il est difficile d'imposer l'idée d'une décroissance : ils ont besoin de produire plus et mieux, tout en intégrant les autres objectifs du développement. Cette croissance doit reposer sur la valorisation des ressources humaines et naturelles du pays pour répondre aux attentes prioritaires de la population concernée ; les échanges externes nécessaires doivent favoriser le développement endogène soutenable au lieu de l'étouffer pour des profits extérieurs. L'amélioration de la situation d'une nation passe d'abord par sa propre activité, dans le cadre de règles internationales qui respectent leur responsabilité et leur liberté. Dans les pays développés, où les besoins essentiels sont globalement satisfaits et même dépassés, il s'agit moins de produire toujours plus que de produire mieux avec moins, en luttant contre les gaspillages et les dépenses d'énergie, en gardant la maîtrise de ses dépenses, de ses consommations, en faisant un meilleur usage de biens devenus rares : on peut vivre mieux autrement.

La base de l'économie demeure l'entreprise, le marché sa régulation principale mais subordonnée aux objectifs de développement. Les entreprises doivent toujours chercher à être plus productives, compétitives en misant plus sur la qualité de leurs produits et services que sur la quantité, le volume de produits standardisés. Les entreprises doivent à la fois s'intégrer dans le marché élargi de filières spécialisées de chaînes de produit et s'enraciner dans des dynamiques territoriales bien organisées en réseaux novateurs, combinant concurrence et coopération autour de projets communs. La capacité d'organisation, de gouvernance et la qualité des relations deviennent des facteurs essentiels pour la croissance économique : priorité aux territoires bien agencés en infrastructures de communication, en centres de recherche et de formation, en services d'appui et en lieux de concertation. L'organisation des territoires est aussi nécessaire au dynamisme des entreprises que la vitalité de celles-ci est nécessaire à la mise en valeur des territoires, au mieux-être des populations. Au temps de la mondialisation, la croissance économique a besoin de s'enraciner en des territoires vivants, des sociétés en progrès, pour équilibrer et amortir les aléas et les flux de l'économie financière. Une « *économie de la connaissance* » doit miser sur la formation et la recherche pour déployer de nouvelles initiatives, créer des synergies de proximité entre unités de recherche, enseignement supérieur, entreprises innovantes qui diffusent des résultats et créent ainsi des produits élaborés à haute valeur ajoutée.

4 - Activer les ressorts essentiels à tout développement

Ces facteurs qualitatifs sont nécessaires à tout développement ; ils sont constitutifs d'un développement humain pris en toutes ses dimensions.

Un pouvoir et une participation démocratiques

Une autorité légitime et reconnue est nécessaire à tous les échelons pour opérer les articulations, les arbitrages entre le progrès de la société, le souci de l'environnement et les impératifs de la croissance économique : permettre l'expression des besoins et des aspirations, définir les orientations et arrêter les priorités, opérer la répartition et l'usage des ressources. Dans les sociétés occidentales opulentes et malades de leur individualisme, dans les couches sociales et les nations les plus démunies luttant pour survivre, de partout monte la revendication fondamentale : « *pas de développement sans démocratie* ». La plus grande pauvreté et la pire aliénation sont de ne pas pouvoir « dire son mot », de ne pas compter dans les décisions qui touchent la vie de chacun. Parmi les modes de régulation de leur vivre ensemble que les sociétés ont créés au cours des siècles, la démocratie occidentale, fondée sur la souveraineté du peuple à travers ses élus et la distinction des pouvoirs, apparaît comme le plus attractif pour tous : universalisable dans son principe, l'est-elle dans ses modes d'exercice ?

Cette démocratie vieillit et se banalise, apparaît comme une donnée de nature, un acquis définitif, alors qu'elle est le fruit des luttes de générations successives, que chaque génération doit reprendre et refonder à son tour. Devant les dérives d'un individualisme débridé

et les échecs d'un étatisme s'épuisant à tout réglementer, le développement humain repose sur une articulation exigeante entre une démocratie de représentation, garante de légitimité, mais à renouveler dans ses modalités pour se rapprocher des citoyens, et une démocratie de participation faite des multiples réseaux de la société civile, en particulier de la vie associative, véritable poumon de la démocratie et du développement. Il s'agit moins d'ajouter de nouvelles structures que d'apporter souffle et reconnaissance aux outils existants capables d'agir sur les structures et les mentalités, de susciter de nouveaux comportements responsables et solidaires.

A mesure que la mondialisation étend son empire, s'affirme de partout le besoin d'instances nationales, internationales et mondiales pour réguler les mécanismes de marché et prendre en main les intérêts de la planète et son futur. Cela passe par la formation d'unions régionales internationales autour de situations, d'intérêts et de cultures relativement proches, capables de constituer des instances de coopération et de développement : malgré ses lourdeurs, l'Union Européenne en est la forme la plus avancée, que cherchent à imiter à leur manière le MERCOSUR (sud-américain), les zones de libre-échange évoluant vers des instances plus politiques. Cela passe encore par les multiples mouvements et forums où fermente une conscience universelle. Tout cela suppose des partenariats organisés, l'affirmation d'un droit international, la transparence des enjeux et des décisions, avant tout des repères éthiques partagés.

Un horizon de valeurs et de repères éthiques

La nécessité de changer nos modes de vie et nos modes de production pour éviter la dégradation irréversible de notre planète et les atteintes au vivant, pour amener plus d'équité dans l'utilisation des ressources de notre terre, où 80 % de celles-ci sont consommées par 20 % de la population, est maintenant admise par la quasi-totalité du monde scientifique et une grande majorité de responsables politiques. Les politiques de redistribution mises en place par les Etats, l'Europe et les organismes internationaux au bénéfice des plus démunis et des pays les plus pauvres s'inscrivent toujours dans la même logique de création de richesses dont nous constatons actuellement les limites tant en termes de justice que de respect de la nature.

Devant les déséquilibres constatés, nous devons revoir notre manière de concevoir la vie sur notre planète en prenant en compte les nouveaux enjeux concernant la vie sociale et la vie sur terre, la vie des générations présentes mais également celle des générations futures.

Ces deux déplacements, que nous sommes appelés à vivre maintenant, nous amènent à mettre en œuvre une notion plus élargie du développement qui comprend non seulement la production mais aussi l'éducation, la santé et l'environnement et une notion de transmission aux générations futures qui nous conduisent à revisiter notre représentation du vivre ensemble et notre manière de concevoir notre responsabilité à l'intérieur de ce vivre ensemble, ce à quoi nous ne sommes pas préparés.

Représentation du vivre ensemble qui remet en cause notre rapport à la nature, au temps et à l'espace afin que le travail des hommes soit moins destructeur et plus respectueux de la fragilité et de la finitude de la terre, que leurs solidarités tiennent compte non seulement de celui qui est proche mais également de l'humanité présente et aussi des générations à venir.

Responsabilité à l'intérieur du vivre ensemble qui nous amène à une nouvelle conception de la responsabilité individuelle et de son articulation avec la responsabilité collective. Nous sommes amenés à répondre à cette question : « Qu'est-ce qu'ensemble nous voulons vivre ? » sachant qu'il faudra mettre en harmonie des intérêts différents au sein d'un bien commun universel pour le mieux être de tous, pour permettre aux êtres humains de se réaliser au milieu de leurs semblables, en libérant leurs capacités et les faisant grandir en humanité.

Pour mettre en œuvre un développement démocratique et soucieux d'environnement, quelques principes éthiques élémentaires s'avèrent nécessaires :

Le principe de subsidiarité précise que les décisions doivent être prises au plus près des intéressés et que les échelons supérieurs ne doivent traiter que de ce qui ne peut l'être valablement aux échelons inférieurs. Trouver les niveaux pertinents selon les problèmes à traiter, assez proches pour impliquer les populations concernées, assez vastes pour élaborer des stratégies à terme et avoir les moyens de les réaliser.

Le principe de modération : dans un monde de l'hyperconsommation et du poids de l'instant, savoir résister au « tout, tout de suite », c'est subordonner le plaisir fugace d'un moment à un désir plus large, à une volonté de mieux être ; c'est refuser de se laisser engluer dans la quantité pour mieux sentir et savourer l'intensité des relations et des choses. Savoir dire assez pour que d'autres aient assez, c'est prendre conscience de la rareté des biens, des efforts qu'ils représentent et une marque de solidarité envers ceux qui manquent du nécessaire.

Un souffle spirituel pour un renouvellement et un dépassement

Le développement humain concerne l'homme en toutes ses dimensions. Tout être humain, toute société vit, se développe dans un double mouvement de concentration sur soi et de dilatation hors de soi : il s'opère par l'affirmation de son identité, la recherche de sa sécurité, l'appropriation de sa destinée, et en même temps l'ouverture à l'autre et à l'avenir, le dépassement vers un plus grand et plus durable que soi. Toute société se perçoit dans une épaisseur historique, dans la mémoire vivante des générations, en même temps que la volonté de se transmettre, de se prolonger au-delà du présent. L'homme de toujours fait l'expérience de l'infini de ses désirs et de la finitude de sa vie et de ses moyens. Il est affronté à la fragilité, à l'angoisse devant son propre mystère, à la vie et à la mort, à l'amour et au mal, aux autres et à l'Autre possible. Longtemps, les grandes sagesses et religions ont apporté des réponses à cet appel existentiel. Puis la modernité, les progrès du savoir ont cru y apporter une meilleure réponse, mais ont abouti trop rapidement à un désenchantement, devant le « vide des ventres pleins » et le cri des affamés. Il faut se rendre à l'évidence : à l'époque des grandes mobilisations progressistes ouvrant sur des espoirs inaccessibles ont succédé les basses eaux de l'espérance ; non plus la promesse de lendemains qui chantent, mais les petites phrases et les slogans publicitaires dans la grisaille de la consommation, des replis individualistes ou communautaristes.

En même temps, devant ce vide de repères et cet avenir inconsistant, monte l'appel à une sagesse qui soit à hauteur des défis à relever. Elle ne s'imposera pas d'en haut, mais mûrira dans les rencontres, les expériences entre les sagesses éprouvées et les questions nouvelles, avant tout de l'apport des grandes civilisations expertes en humanité, des grands courants humanistes et spirituels qui sont la richesse, la mémoire vivante et la lumière des hommes. Pour « *refonder le monde* », oser une nouvelle étape de son développement, il faut creuser, forer jusqu'à rejoindre les nappes profondes, « *les réservoirs de sens* » qui ont irrigué les sociétés humaines et peuvent à nouveau les fertiliser. Beaucoup s'inspirent des sagesses de l'Antiquité ou de l'Orient. A côté des nébuleuses syncrétiques ou du marketing psycho spirituel, des techniques de développement personnel, commencent à s'exprimer des spiritualités laïques, agnostiques laissant la porte ouverte à un Dieu possible, athées récusant un Dieu inutile sans renier l'héritage des grandes religions. L'intérêt se porte plus vers les aspirations spirituelles que vers les appartenances religieuses. Pour les croyants, cette quête spirituelle s'appuie sur une révélation, fonde une transcendance, cette force qui vient d'avant l'homme, traverse son existence et l'entraîne vers un au-delà qui le dépasse et l'attire à la fois en le faisant grandir, cette force étant aussi un en-avant permanent dans une marche jamais achevée vers un Absolu qui l'aimante. H. Desroche, grand spécialiste des religions et de l'attente collective, exprimait cette place de l'espérance dans le développement à partir de l'ancre marine, symbole classique de l'espérance. « *Une ancre est lancée dans le ciel, à laquelle est reliée une corde qui descend jusque terre. Je ne sais à quoi cette ancre est accrochée, mais je constate qu'en se hissant sur cette corde, des peuples se libèrent et se développent* ».

5 - Renouveler la foi et l'espérance chrétienne au cœur du développement

Devant l'ampleur des défis de notre temps, des mutations, des conversions à opérer avec courage et lucidité, les chrétiens ne sont pas démunis : le message dont ils sont porteurs est riche de raisons d'espérer et d'agir, de lumière et d'énergie pour tous les chantiers où se cherche une nouvelle étape de l'avancée humaine. La foi est éminemment la rencontre de Dieu et d'une personne, mais Dieu se révèle et agit dans l'histoire d'un peuple choisi pour une mission universelle. Dieu continue de se révéler et d'agir dans un peuple : l'Eglise envoyée au milieu des nations pour leur annoncer une Bonne Nouvelle, capable de stimuler un développement humain, solidaire et soutenable.

Approfondir la lecture de la Bible

Nous invitons nos frères dans la foi à reprendre à leur compte pour aujourd'hui la démarche du peuple d'Israël : dans les moments critiques, remonter aux motivations, aux valeurs qui inspirent nos choix, établir le lien entre le projet humain et le projet de Dieu révélé dans la Bible, par une interpellation réciproque de l'un et de l'autre. Le Royaume annoncé dépasse nos constructions humaines, et pourtant ne cesse de les animer et de les élargir. Deux thèmes bibliques nous paraissent particulièrement féconds à cet égard : l'Alliance fonde le développement, la Promesse ne cesse de la renouveler.

L'Alliance d'amour et de fidélité entre Dieu et les hommes est au cœur de la Bible : Alliance bilatérale entre Dieu qui promet postérité, bonheur et un Peuple qui s'engage à observer la Loi reçue de Dieu ; Alliance unilatérale et gratuite de Dieu qui s'engage dans l'histoire des hommes. Les récits de Création arrachent le monde créé à un fatalisme sacralisé, amorcent le développement confié à l'homme responsable pour qu'il poursuive et achève la Création divine, malgré les faiblesses et les infidélités humaines. L'Alliance est amorcée avec Noé et concerne tout l'univers désormais préservé d'un nouveau déluge ; elle se prolonge avec Abraham appelé à quitter sa terre pour devenir « *le père d'une multitude de peuples* ». L'Alliance est scellée au Sinaï par Moïse, entre un peuple que Dieu a libéré de l'esclavage et Dieu qui lui promet une terre de bonheur. Un moment, au temps idéalisé de David et de Salomon, Israël a cru posséder cette Terre promise, avant que les déchirements et les infidélités du peuple ne le condamnent à l'Exil, épreuve capitale où il fait, grâce aux prophètes, l'expérience de la fidélité de Dieu à son Alliance. Celle-ci s'élargit à d'autres peuples et devient plus intérieure : « *rien d'autre que d'accomplir la justice, d'aimer avec tendresse et de marcher humblement avec ton Dieu* » (Michée 6,8). L'Alliance trouve son accomplissement dans le don par Dieu de son Fils : Jésus, fils de David, prophète des Béatitudes, qui scelle « *l'Alliance nouvelle et éternelle* » par le don de sa vie sur la croix, sa résurrection et l'envoi de l'Esprit jusqu'aux extrémités de la terre et jusqu'à la fin des temps. Elle s'épanouit en plénitude, par la récapitulation de l'univers dans le Christ, par les noces de l'Agneau, l'avènement des « *cieux nouveaux et de la Terre nouvelle* ». Entre l'Alliance des origines et celle achevée dans le Royaume, Dieu ne cesse de confier à l'homme une Terre toujours donnée et toujours confiée à l'intelligence créatrice de l'homme, pour la faire réussir en Terre de bonheur et de louange.

La Promesse de Dieu n'a cessé de mettre et de maintenir le peuple toujours en marche, de lui faire surmonter les impasses, les plus grands périls, car Dieu est toujours là, fidèle à sa promesse, malgré tous les obstacles mis à l'accomplissement de son plan de Salut. Israël est un peuple de nomades, amené à aller de campements en campements, d'Exode en Exil, voulant toujours posséder sa terre, sans cesse bousculé et jeté en avant, vers un ailleurs promis mais jamais totalement atteint, comme une démarche de développement constamment renouvelée, où l'homme doit toujours déployer ses énergies créatrices, ses capacités à rebondir, car un avenir est toujours ouvert puisque promis. La promesse se concentre dans un petit reste, « *les pauvres de Yahvé* », le peuple du Magnificat. Dieu tient sa promesse jusqu'à envoyer son Fils pour témoigner de son amour. Alors que la Promesse semble avoir échoué sur la croix, tout recommence dans la résurrection de Pâques, garant et commencement d'un univers entier appelé lui aussi à l'espérance de la gloire (cf. Romains 8). « *Au cœur de ce monde, le souffle de l'Esprit met à l'œuvre aujourd'hui des énergies nouvelles !* ». Entre le déjà

là de la résurrection et le pas encore de son accomplissement, place à l'initiative des hommes pour construire le monde de la Promesse.

Retrouver les « sources chrétiennes » de notre foi

Chrétiens d'Occident, nous sommes marqués par le poids du péché originel et les ambiguïtés de l'existence humaine, appelant le salut par la grâce, la rédemption par le Christ prolongée par l'appartenance à l'Eglise catholique romaine « *hors de laquelle il n'est point de salut* ». Cette vision éclaire tout le tragique de l'histoire humaine, ses grands espoirs et ses lourdes retombées, ses désirs de paix, de réconciliation et ses déchirements, ses inégalités, ses exclusions sans cesse ravivés. Aujourd'hui, au sommet de sa grande puissance, l'homme découvre son impuissance à tenir ses promesses : des pratiques, des politiques de développement déviées en croissance confisquée par une minorité en sont les témoins. Au long des siècles, l'Eglise n'a cessé de contribuer à la réconciliation et au progrès des peuples.

Mais que savons-nous vraiment des Pères de l'Eglise, des courants spirituels, des engagements sociaux, des visions cosmiques qu'ils ont animés, avec une fraîcheur évangélique et une actualité qui nous surprennent ? Leur culture biblique, leur ferveur monastique, leur engagement pastoral ont nourri une vision de la Création conçue dans sa beauté par Dieu, réussie par le Christ Seigneur de l'Univers, poursuivie par les sacrements de l'Eglise et l'attention portée aux pauvres, appelée à s'achever dans une plénitude finale. Pourquoi ne pas oser aussi une incursion dans l'œuvre visionnaire d'un Père Teilhard de Chardin qui retrouve une nouvelle audience par temps de mondialisation et de lassitude ?

Dans les interventions officielles de notre Eglise, il faut relire attentivement la constitution conciliaire « *Gaudium et Spes* » pour sentir l'intensité de la solidarité de l'Eglise du Christ avec l'ensemble de la famille humaine ; « *Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur* ».

Ce grand moment de l'histoire humaine que fût Vatican II et tout ce qu'il a suscité nous offrent assez de points de repères pour guider nos efforts d'enracinement et d'universalisme, pour nous faire risquer les transformations de structures et les conversions de mentalités qui ne peuvent plus être différées. Nous invitons les croyants à relire, à appliquer à nos questions de croissance et de développement ces textes récents essentiels : **Gaudium et Spes**, prolongé par « *l'encyclique du développement et de la résurrection* » **Populorum Progressio** de Paul VI et par l'encyclique complémentaire **Sollicitudo Rei Socialis** (1988) de Jean Paul II, ainsi que son remarquable message « **La paix avec Dieu Créateur, la paix avec toute la Création** » (1990).

Réaliser la symbiose de la sagesse intérieure et de l'engagement total au nom de l'amour, de la compétence concrète et du souffle de l'espérance est sans doute la contribution majeure des chrétiens aux défis actuels. Après avoir désacralisé le monde et permis le développement, contribuer à réenchanter le monde : pour cela, passer de l'insatisfaction des besoins à « *l'abondance frugale et solidaire* » tout en visant la plénitude d'être.

Ce texte est un propos d'étape : il invite à un questionnement et à une réflexion personnelle et collective.

... Ainsi se continue la Création.



SOCIAL



ECONOMIQUE

Equitable

Durable

Vivable

Viable

ENVIRONNEMENT

